

Le Courrier des incroyables

Conseils de Révision

Actualités de décembre 2002

-----oooOOO\$\$\$OOOooo-----

Le peu, le très peu qu'on peut faire, il faut le faire. Tout de suite. et j'ajoute: sans illusion
Théodore Monod.

Stalin asked [Roosevelt] intended to make any concessions to Ibn Saud. "Only one," said Roosevelt,
"to give him the six million Jews in the United States."¹

ILS FANTASMENT À MORT

La rédaction d'amnistia.net visée par le groupe nazi Unité Radicale. Et par d'autres... Editorial de la rédaction

Cet article est publié dans le n°26 des *Enquêtes interdites*.

Lors de la cérémonie du 14 juillet dernier sur les Champs-Élysées, Maxime Brunerie, militant du groupe d'extrême droite Unité Radicale, mettait en pratique ses consignes de "loup solitaire" en tentant d'assassiner le président de la République. Quelques semaines plus tôt, le score de Jean-Marie Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle avait ébranlé le système politique français.

En août, le Gouvernement prononçait l'interdiction d'Unité Radicale, notamment fondée par Christian Bouchet, et de son site de haine télématique. Le 15 septembre, lors de la célébration de la messe dominicale, un commando baptisé pour l'occasion Unité Amicale, agressait très violemment le père Berger, curé de la basilique de Saint Denis, engagé aux côtés des sans-papiers. **[De l'encre, de la farine, il en a été quitte avec une bonne douche.]**

Dans un premier temps, l'enquête de police permettait d'appréhender quatre personnes et de les inculper "d'association de malfaiteurs" et de "violences en réunion avec armes". **L'une d'elles se suicidait dans les heures suivant son placement sous contrôle judiciaire. [C'est le grand retour des bavures. Les mecs d'Amnistia, ça ne les étonne pas, ça ne les indigné pas.]** Le travail d'investigation de la Brigade criminelle aboutissait rapidement à localiser un groupe logistique d'une quinzaine de personnes défendant sans détour les thèmes racistes et **négationnistes** d'Unité Radicale. **[Est-ce que les flics de l'Etat seraient plus forts ou plus rapides que ceux d'Amnistia.net ?]**

Il a rapidement été clair que l'élément central du dispositif était un certain Hervé Lalin, vigile de profession, comme Maxime Brunerie. Il y a quelques années, Hervé Lalin a milité dans un groupe d'ultra-gauche, dont quelques éléments ont rejoint l'extrême droite néo-nazie sur la base d'une critique radicalement antisémite de l'Etat d'Israël. **[Lequel ? Lequel ? Des noms !]** Ce milieu a encore beaucoup de difficultés à affronter la réalité de ces dérives contrairement aux mouvements anarchiste, communiste, écologiste ou trotskyste qui, après une période de flottement devant ce qui apparaissait alors comme inconcevable, ont entrepris de dénoncer ces passerelles "rouges-brunes". **[Ils ont été "denain-excisés" et méritent donc un satisfecit tardif. Nous prenons bonne note. DD croule sous les procès et commence à mollir.]**

¹ Oil, God, and Gold, The Story of Aramco and the Saudi Kings, by Anthony Cave Brown, (Boston and New York, Houghton Mifflin, 1999, page 116). Memorandum of Conversation, Crimean Conference dinner given by Prime Minister 2/10/45, F.D.R. Library, Hyde Park; and Charles Bohlen's minutes of the Roosevelt-Churchill-Stalin meeting, Yalta, F.D.R. Library, Hyde Park.

Lors d'une perquisition au domicile de Lalin, les policiers découvraient les traces de recherches sur la fabrication de bombes artisanales, ainsi qu'une liste de personnalités comportant leur état civil et leur adresse précise. Cette liste comprenait deux types de noms: ceux de personnes liées par les hasards de la vie à l'histoire sombre des années 30 et 40: un avocat exécuteur testamentaire de l'écrivain antisémite Lucien Rebatet, et Lucienne Destouches, veuve du non moins antisémite Louis-Ferdinand Céline. [*Ces pauv'cons ne savent pas lire. Elle s'appelle Lucette*] On peut imaginer qu'Hervé Lalin rêvait de poser sur la photo près de ces témoins d'un passé dont il semble souhaiter aujourd'hui le retour.

La deuxième partie de la liste concernait, elle, des personnalités du monde politique ou littéraire, considérées comme appartenant à la gauche. On y trouve Claude Lanzmann, auteur de *Shoah* et directeur des *Temps Modernes*, Edwy Plenel, directeur de la rédaction du *Monde*, Bertrand Delanoé, maire de Paris, les écrivains Albert Memmi, Philippe Sollers, Régis Debray, Bertrand Poirot-Delpech, l'essayiste Annie Cohen-Solal ainsi qu'un membre de notre rédaction, Didier Daeninckx. [*DD, l'ahuri des poubelles, promu "personnalité" et même appartenant à la gauche caviar ! Quelle promotion !*]

Selon *Le Monde*, H. Lalin aurait récolté les informations personnelles sur d'éventuelles prochaines cibles de son commando alors qu'il travaillait comme "agent de sécurité" pour le compte des éditions Gallimard auxquelles nombre des personnes listées sont liées.

F. Robert, dirigeant dissous d'Unité Radicale (U.R.), a admis que Lalin et la majeure partie de ses troupes appartenaient à U.R. et structuraient un nouveau groupuscule ultra sous la bannière des "Jeunesses Identitaires".

Nous prenons ces menaces très au sérieux. [Ils font caca dans leurs culottes, voilà la vérité.]

En effet, ce n'est pas la première fois que notre rédaction est la cible de ces milieux dont nous dénonçons la dangerosité depuis de longues années.

En avril 2001, nous avons déposé une plainte à la suite de "menaces de mort" explicites contre l'un de nos rédacteurs, menaces figurant sur le site officiel de l'écrivain d'extrême droite Marc-Edouard Nabe. En octobre 2001, un groupe de quatre néo-nazis vosgiens s'est livré à une tentative d'intimidation physique contre Didier Daeninckx, lors du Festival de Saint-Dié, et c'est la présence du public qui leur a interdit de passer à l'action (voir aussi "Labo fachos dans les Vosges"). (*Rapport style RG dans lequel il appert que DD n'était pas là. Voir*

<<http://www.amnistia.net/news/articles/fascdoss/vosgfasc/vosgfasc.htm>>]

Il ne se déroule pas un mois sans que la presse d'extrême droite ou les sites négationnistes "courageusement" hébergés aux USA comme celui de Serge Thion, n'appellent à des "interventions" pour nous faire taire. [*On ne voit pas qui voudrait faire taire un si amusant perroquet, un clone de Vichinsky comme on n'en pourrait trouver nulle part.*]

En 2001, la revue d'extrême droite *Éléments* de Alain de Benoist et *Marianne* de Jean-François Kahn: à quelques semaines de distance, les deux publications ont trouvé la même source d'inspiration.

<<http://www.amnistia.net/librairie/amnistia/n26/marianne.jpg>>

Notre liberté de ton, le fait qu'amnistia.net ne soit dépendant d'aucun groupe, d'aucun parti, ne milite pour aucune chapelle, [*leur silence total devant les exactions génocidaires de l'armée israélienne*] ne nous attire hélas pas que la vindicte précise et inquiétante de l'extrême droite et de ses bordures néo-nazies.

En juin 2001, ce n'est pas l'extrême droite qui est passée à l'action directe, frappant **trois journalistes** d'amnistia.net, à la Bastille. **C'est une meute d'ultra-gauche** rassemblée en partie par l'écrivain Gérard Delteil. S'appuyant sur une rumeur qu'ils avaient eux-mêmes fabriquée, ils ont interdit la tenue d'un colloque littéraire, chassé les intervenants de la tribune, pris en otage un écrivain [*l'ahuri des poubelles en personne, une vraie "personnalité de gauche" ...*] et tenté de lui faire subir un procès public filmé en direct par un autre écrivain perdu, Jean-Pierre Bastid (voir "Roman noir et liberté d'expression").

A l'époque, cette agression d'une rare violence n'avait pas suscité la réprobation du *Politis* de Bernard Langlois qui dialogue de manière courtoise avec la Nouvelle-Droite d'Alain de Benoist, ou de Jack Dion, qui après une longue carrière marquée par le sectarisme à *L'Humanité*, exerce aujourd'hui ses mêmes talents à *Marianne*. Bien au contraire. Avec un bel ensemble ces deux publications s'étaient acharnées sur les victimes (voir "Marianne et Politis: des jumeaux de papier?"). [*Toujours à chialer, le petit gars de la banlieue. Ses procédés torves l'ont fait haïr de tout le monde et pour tout salaire, il n'a pris qu'une ou deux petites baffes ! C'est pas cher payé.*]

Depuis trois ans, il ne se passe pas une semaine sans que nous recevions deux ou trois lettres d'insultes, d'injures, d'insinuations malveillantes dont le principal émetteur, l'écrivain Thierry Jonquet, applaudissait au "spectacle" de la Bastille.

Et le 18 octobre 2002, ce n'était pas l'extrême droite qui nous intentait le premier procès dans l'histoire de notre publication. [*Il ne compte pas ceux que leur "publication" a intentés, juste pour emmerder le monde...*] Pour tout dire, nous aurions préféré nous mesurer à nos véritables ennemis. Une fois encore, c'est Gérard Delteil qui était à l'initiative. Grand pourfendeur des "flics" et des "contrôles au faciès", il prétendait défendre son honneur de lauréat gauchiste de prix décernés par le préfet de police et par la direction de la gendarmerie nationale. Un honneur bafoué qu'il estime non à l'euro symbolique comme il est d'usage. [*Ce n'est pas l'usage d'amnistia, en tout cas, qui réclame*

toujours la forte somme] mais 100.000 fois plus! Et ce n'est pas sans étonnement que le public de la 17e Chambre correctionnelle a pu entendre son avocat, au cours de sa plaidoirie, défendre ce pauvre Maurice Papon basement attaqué depuis vingt ans par Didier Daeninckx dans *Meurtres pour mémoire* et heureusement libéré par mesure humanitaire! Quelques minutes auparavant Thierry Jonquet, témoin de l'accusation, était venu à la barre pour affirmer sous serment, que Daeninckx était un malade mental qu'il fallait enfermer. Soyons justes: il n'a pas suggéré qu'il fallait le mettre à la place de Papon... Jacques Prévert disait en plaisantant que certains trotskystes étaient des staliniens qui n'avaient pas réussi. Force est de constater qu'il lui arrivait d'avoir raison. [...]

Pour être complet, il est nécessaire de rappeler que d'autres personnes ne sont pas insensibles à notre travail: il y a quelques mois, *Le Monde* révélait que certains journalistes travaillant sur le dossier corse avaient été mis sous écoutes en application d'une commission rogatoire. Amnistia.net faisait partie du lot. Toujours sur le dossier corse, un membre de notre rédaction avait déjà été convoqué par la gendarmerie, sous commission rogatoire. **A une autre occasion, ce sont nos enquêtes sur le négationnisme qui nous ont valu un interrogatoire par les policiers lyonnais. [Que voilà une bonne nouvelle ! On aurait bien aimé voir la tronche de l'ahuri pendant son interrogatoire, il aime bien se faire passer pour un bon garçon, dans ces cas-là...]** Une partie des informations aurait pu leur être fournie sans efforts inutiles par leurs collègues des Renseignements généraux: on se souvient en effet que l'un des journalistes d'amnistia.net figurait en bonne place sur le scandaleux fichier politique des 150 "activistes de gauche à surveiller" constitué lors de la présence de Jean-Pierre Chevènement au ministère de l'Intérieur. **[Lequel ? Lequel ? Rappelons qu'à l'exception de l'ahuri, tous les membres d'Amnistia sont des assassins condamnés qui se sont échappés.]**

Cela fait près de quatre années que nous informons gratuitement nos lecteurs, sur le Net, de manière combative sur des sujets aussi sensibles que le négationnisme, les passerelles rouges-brunes, la situation corse, les menaces de guerre, la mise en condition sécuritaire, les dérives sectaires...

La multiplicité des attaques auxquelles nous devons faire face nous oblige aujourd'hui à vous demander de vous mobiliser à votre tour. Nous ne pouvons que très difficilement poursuivre ce nécessaire travail d'investigation du réel sans votre soutien. Il peut prendre la forme d'achat d'un de nos dossiers, ou celle plus efficace d'un abonnement à notre journal.

Vous êtes concernés: il en va de l'avenir de notre publication. **[Envoyez le pèze, c'est toujours comme ça que se termine leur chanson... C'est cher pour du gratuit.]**

(début novembre)

AU PAYS DES AHURIS

Le procès Delteil-Daeninckx.

C'est un peu long et c'est très chiant. Allez voir le compte rendu de Delteil à

<<http://site.voila.fr/Delteil2/page5.htm>> et la suite sur

<<http://site.voila.fr/Delteil2>>

L'amusant c'est que le défenseur de Delteil, basement calomnié par son ancien copain Daeninkxxxx, était Maître Thierry Lévy et celui de l'ahuri des poubelles était Maître Jouanneau, le laminé des premiers procès Faurisson, et qui a révélé, une fois de plus, son hystérie et sa nullité. Il vient encore de se couvrir de pipi dans l'affaire du *Quid* où le tribunal a envoyé promener les ligues juives. (Voir plus bas) La procureure a pris l'ahuri pour un punching-ball. Jugement le 22 novembre.

Quant à Maître Jouanneau, qui cherche à se faire octroyer la couronne de roi des cons, il n'a pas trouvé mieux que d'écrire sur <amnistia.net> avec les assassins en fuite. On se demande ce que le Conseil de l'Ordre en pensera.

Pour comble de la confusion, voici ce qu'écrit *Le Canard enchaîné* du mercredi 13 novembre 2002 en p. 6 (orthographe respectée):

MEYSSAN (Thierry): l'auteur très contesté de "L'effroyable imposture", ouvrage négationniste sur le 11 septembre, s'est trouvé un défenseur spécialisé en la personne de Me Joignot, ancien avocat du révisionniste Faurisson, pour plaider les différents procès en diffamation qu'il a intentés contre plusieurs journaux. Voilà qui va sûrement réviser son image!

C'est plutôt le *Canard* qui aurait besoin d'une bonne révision aux 200.000. On trouve là la logique du délire politiquement correct: **puisque Meyssan est un affreux révisionniste, il trouve un avocat, Jouanneau (et non Joignot) qui est donc l'avocat des révisionnistes. Ergo propter hoc.** Sauf que c'est le contraire: pan sur le bec !

LES IGNOMINIES D'AMNISTIA

Patrick Henry: les regrets tardifs de Charles Corlet

Paris, jeudi 14 novembre 2002. En 1995, Les imprimeries de Charles Corlet mettent sous presse **le livre négationniste de Roger Garaudy**, pour le compte de leur fidèle clientèle de La Vieille Taupe. Une très grande partie de la propagande des "assassins de la mémoire" sera imprimée là pendant plus de 15 ans, et **il faudra que les Renseignements généraux se manifestent**, après les plaintes des associations anti-racistes, pour que l'entreprise mette un terme à sa collaboration commerciale avec la secte faurissonnienne.

Lors de son procès, la défense très offensive menée par Robert Badinter, avait permis à Patrick Henry d'incarner la lutte pour l'abolition de la peine de mort. Par la suite, son parcours en prison, ses efforts pour trouver un sens à son existence, sa libération conditionnelle, en avait fait le symbole de la possible réussite d'une politique de réinsertion.

Il aura suffi de quelques mois pour que soient réduites à néant des chances que peu d'anciens détenus peuvent réunir: un emploi, un logement, un cercle d'amis, la proximité d'associations, l'argent procuré par la vente d'exclusivités ou la signature d'un important contrat d'auteur, une défense assurée par une vedette du barreau, maître Thierry Lévy. [*qui vient de plaider CONTRE l'ahuri des poubelles, voir plus haut*]

Dès la libération de Patrick Henry, et l'annonce de son accueil dans la structure des éditions Corlet, nous attirions l'attention de nos lecteurs sur le fait que cette entreprise d'imprimerie ne nous semblait pas être le lieu idéal pour une réinsertion réussie (voir notre article "Libération de Patrick Henry: a quoi joue Charles Corlet?"). [*Ces zozos se mêlent de ce qui les regarde pas. en fait, il font la guerre à Corlet parce qu'il a imprimé, entre mille autres choses, des textes révisionnistes.*]

On nous répondait que cette maison était l'imprimeur privilégié des éditions de l'Harmattan, que Corlet était un véritable partenaire de son patron, Denis Pryn, qu'il avait même aidé au développement de l'Harmattan, comme le signale Laurence Dequay dans Marianne du 14 mai 2001. Elle ajoutait que Charles Corlet "Humaniste d'inspiration chrétienne, l'éditeur de la revue Panoramiques, œuvre depuis longtemps en faveur de la réinsertion des détenus". (Voir aussi nos articles "Une dérive antijuive aux éditions de L'Harmattan" et "Panoramiques et le vieux fonds raciste"). [*Les courageux rédacteurs d'Amnistia oublient d'avertir leurs chers lecteurs que l'Harmattan a porté plainte pour diffamation et qu'il a gagné en première instance et en appel...*]

Nous rappelions, de notre côté, que le sigle des imprimeries Corlet apparaît sur des dizaines de revues, de tracts négationnistes édités tout au long des années 80 et 90, par la Vieille Taupe et toute la bande de Robert Faurisson. [*Et alors ? Ces zozos se prennent pour Zorro*]

Pierre Guillaume écrivait ainsi à Pierre Corlet le 4 mai 1996:

"Dans ma lettre du 9 avril 1996, je fais une différence entre vous-même, qui avez mérité notre estime en d'autres circonstances, en tant qu'imprimeur qui a effectivement respecté la liberté de chacun dans un contexte économique (et politique) qui n'était pas facile, et qui a été pendant 16 ans l'imprimeur de la Vieille Taupe, des Annales d'histoire révisionniste comme de la Revue d'histoire révisionniste..."

On pourrait ajouter à cette liste "L'affaire Papie-Barbon" ou ce tract immonde intitulé "Un grand faux-témoin, Elie Wiesel".

Ces courriers du printemps 1996 marquaient la fin de la collaboration entre Pierre Guillaume et son imprimeur: Charles Corlet venait en effet de refuser d'imprimer la deuxième édition du livre négationniste de Roger Garaudy, *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*, et signalait à son fidèle client que les Renseignements généraux s'intéressaient de très près à ce qui se passait dans ses ateliers. On remettra du Roger Garaudy "soft" sous presse, mais ce sera pour le compte, cette fois, des éditions de l'Harmattan.

Dans ces mêmes correspondances, il est évoqué le fait que l'animateur d'une revue "Gay France quelque chose", n'avait pas réglé ses factures à Charles Corlet. Il s'agissait en fait de publications de la galaxie du militant nazi Michel Caignet, lourdement condamné depuis pour sa direction du réseau pédophile Toro Bravo. Caignet était, en outre, traducteur, en compagnie de Serge Thion et Robert Faurisson, [*et beaucoup d'autres que les petits flicards d'Amnistia n'a pas identifiés...*] de textes négationnistes pour le compte de la revue de Pierre Guillaume, La Vieille Taupe imprimée par Corlet (voir notre article "Négation des camps et promotion de la pédophilie").

Même si les imprimeries Corlet avaient pris leurs distances avec ces clients encombrants, le fait que cette collaboration ait perduré pendant 16 années, et que furent imprimées là les pires insanités négationnistes diffusées en France, nous encourageait à penser qu'il existait d'autres structures d'accueil pour un détenu qui portait sur ses épaules la symbolique de la réinsertion. [*On ne voit pas le rapport. Corlet est un patron chrétien qui agit en chrétien, ce qui est sûrement incompréhensible pour des assassins en fuite.*]

Les événements de ces derniers jours nous donnent, hélas, raison. Après le vol en grande surface, le trafic de shit, voici la rétention d'images à caractère pédophile. Le délit de détention de ce type de documents est passible d'une peine d'emprisonnement de deux ans et de 30.000 euros d'amende. Charles Corlet se dit "profondément choqué" par ce qu'il a

découvert sur le disque dur de l'ordinateur qu'il avait confié à Patrick Henry. On aurait aimé qu'il le soit auparavant, et dans d'autres circonstances, en lisant les textes profondément choquants qu'il imprimait pour le compte de la Vieille Taupe ou de "Gay quelque chose"...

[*En fait, il faudrait que les imprimeurs demandent un visa de censure aux autorités d'Amnistia.net.*]

A la lecture de la presse, une question se pose sur la paternité de la découverte des recherches télématiques de Patrick Henry. Selon le *Parisien* du 14 novembre, "l'analyse de cet ordinateur a été effectuée dans le cadre de l'enquête préliminaire visant les activités de M. Henry en France avant son arrestation en Espagne où il a été arrêté avec 10 kg de drogue".

Libération donne la parole à Charles Corlet qui offre une version sensiblement différente: "Il travaillait chez lui. Je lui avais fourni du matériel, et sur les disques durs, il y avait des ouvrages que je voulais récupérer (...) Le matériel a parlé, et j'ai découvert des choses qui m'ont profondément choqué. (...) Tout ce qu'on a trouvé, on l'a donné à la PJ".

Une sorte de réinsertion en sens inverse!

Sous la photo de la couverture du Garaudy, ce texte venimeux en forme d'aveu sur la collaboration des ligues et de la police:

«En 1995, Les imprimeries de Charles Corlet mettent sous presse le livre négationniste de Roger Garaudy, pour le compte de leur fidèle clientèle de La Vieille Taupe. Une très grande partie de la propagande des "assassins de la mémoire" sera imprimée là pendant plus de 15 ans, et il faudra que les Renseignements généraux se manifestent, après les plaintes des associations anti-racistes, pour que l'entreprise mette un terme à sa collaboration commerciale avec la secte faurissonnienne.» *On ne voit pas que la police ait comme rôle la menace et l'intimidation des imprimeurs. Le régime dit de liberté de la presse ne reconnaît à la police aucun rôle autonome. C'est à la justice de se prononcer après la parution. On voit que ces notions élémentaires, qui forment le fond de la loi de 1881, qui régit encore la presse française, sont complètement étrangères aux stalinoïdes associés, diffamateurs professionnels et assassins italiens, qui composent la rédaction d'Amnistia.*

LE RÉVISIONNISME À FROID

Giulio Andreotti, homme d'Etat ou assassin ?

Pour avoir commandité l'assassinat du journaliste Mino Pecorelli en 1979, l'ancien Premier ministre Giulio Andreotti a été condamné à vingt-quatre ans de prison par la cour d'appel de Pérouse. La presse italienne se dit «surprise» et «déconcertée».

«Surprise», selon le quotidien de gauche *L'Unità*, car «tout le monde croyait que l'on se dirigeait vers une confirmation du jugement de la cour d'assises» de 1999. Cette dernière avait acquitté l'homme qui avait été sept fois président du Conseil et qui est aujourd'hui âgé de 83 ans, ainsi que les autres accusés: l'ancien sénateur Claudio Vitalone, le parrain mafieux Giuseppe Calò et les exécutants présumés, Massimo Carminati et Michelangelo La Barbera.

Le parrain mafieux Gaetano Badalamenti a, lui aussi, écopé de vingt-quatre ans en appel, le 17 novembre. *L'Unità* rappelle que, selon l'accusation, Andreotti aurait demandé à deux percepteurs siciliens liés à Cosa Nostra, de «régler le problème Pecorelli». Directeur de la revue *Osservatorio politico* et proche des services secrets, Pecorelli aurait en effet menacé de faire des révélations sur le rôle que le «Divo Giulio» aurait joué lors de l'enlèvement du président de la Démocratie chrétienne Aldo Moro, en 1978.

Une histoire cachée

Le *Corriere della Sera* ajoute que l'arrêt de Pérouse «représente en quelque sorte une réhabilitation posthume du premier 'repenti' de Cosa Nostra», Tommaso Buscetta. Disparu il y a deux ans et demi, celui-ci «avait raconté aux juges, sur la base des confidences que lui avaient fait Badalamenti et son compère Stefano Bontate, que l'assassinat de Pecorelli était 'un crime politique voulu par Andreotti'». «Le meurtre de Pecorelli fut sûrement un crime politique», lui fait écho *La Repubblica*. «Et comme tous les délits politiques, il restera en partie mystérieux, du moins en ce qui concerne son exécution, comme ce fut le cas par le passé: Napoléon et le duc d'Enghien, Staline et Kirov, Néron et Sénèque, Mussolini et Matteotti.»

La presse est également «déconcertée», comme l'explique le très sérieux *Corriere*, parce que les juges de Pérouse ont «complètement renversé» le jugement sur l'histoire italienne récente qu'avaient donné leurs collègues de Palerme en 1999, «lorsqu'ils ont blanchi Andreotti de l'accusation d'association avec Cosa Nostra». Selon le journal, les juges siciliens «avaient rendu à Andreotti son honneur politique. Mais en refusant le théorème selon lequel il y a, derrière l'histoire officielle des cinquante dernières années, **une autre histoire cachée**, bien plus sordide et plus vraie, ils

avaient également blanchi toute une période de notre vie démocratique». Sur la même longueur d'ondes, le berlusconien *Il Giornale* estime que, «si la condamnation d'Andreotti devait être confirmée par la cour de cassation, l'histoire de notre vie changerait: **nous n'aurions plus été gouvernés pendant un demi-siècle par un parti, mais par une organisation au sommet de laquelle se trouvait un criminel de la pire espèce**».

Réécriture judiciaire

Les journaux transalpins s'accordent aussi pour souligner, comme le fait *La Repubblica*, que l'arrêt de Pérouse «rallume tous les conflits entre politique et magistrature». «Est-ce une tentative des juges pour défendre leur autonomie» face à un Silvio Berlusconi qui a fait de l'institution judiciaire sa bête noire ? se demande le quotidien d'opposition. «Ou bien cet arrêt signifie-t-il que le match n'est pas encore terminé et qu'il y a encore des juges indépendants ?»

La Stampa estime de son côté que cette sentence «risque de faire retomber le climat politique dans une guerre frontale qui a **pour enjeu la réécriture judiciaire de l'histoire de l'Italie démocratique**. Fruit pervers de la tendance à confier aux tribunaux le jugement sur l'Histoire, l'arrêt de Pérouse met une pierre tombale sur les tentatives de recoudre, dans la psychologie collective et dans les comportements politiques, le sens d'une histoire partagée par tous ceux qui ne veulent plus vivre dans un pays où l'adversaire politique est traité comme un criminel. «En attendant, conclut avec regret le quotidien turinois, le traumatisme de Pérouse paraît avoir effacé cet esprit de concorde nationale qui avait traversé la communauté politique après la visite du pape au Parlement» la semaine dernière.

Gian-Paolo Accardo

Courrierinternational.com, 19 novembre 2002.

Il est assez surprenant de voir la justice italienne, si profondément véreuse et incapable d'arriver au bout des multiples affaires qui secouent et révulsent la Péninsule, en arriver à dire clairement: oui, le pays est gouverné par la mafia et les assassins qui sont à son service. C'est du révisionnisme à l'état pur, et nous avons la prétention de savoir de quoi nous parlons. Il est probable que le verdict de Pérouse sera sans effet réel, et il pourrait rapidement être recouvert par des montagnes d'inepties en tous genres. Nous ne ferons qu'une observation: à combien d'années lumières sommes-nous de la même révélation (que tout le monde connaît) sur la France et les crapuleuses élites qui la gouvernent ? De tous ces gouvernements gaullistes, MRP, SFIO, regaullistes, socialistes, etc. il est impossible de savoir et de dire simplement la vérité de ce qu'ils ont été en tant qu'associations de criminels. Merci aux juges de Pérouse de nous donner cet aperçu sur les profondeurs méphitiques de nos systèmes politiques. Pour le reste, c'est à nous de creuser.

L'EUROPE DÉTESTE LA LIBERTÉ

Europeans Outlaw Net "Hate Speech"

By Julia Scheeres

The Council of Europe has adopted a measure that would criminalize Internet hate speech, including hyperlinks to pages that contain offensive content. The provision, which was passed by the council's decision-making body (the Committee of Ministers), updates the European Convention on Cybercrime.

Specifically, the amendment bans "any written material, any image or any other representation of ideas or theories, which advocates, promotes or incites hatred, discrimination or violence, against any individual or group of individuals, based on race, colour, descent or national or ethnic origin, as well as religion if used as pretext for any of these factors."

Wired.com, November 9, 1992. Document visible à:

<[http://www.coe.int/T/E/Legal_affairs/Legal_co-operation/Combating_economic_crime/Cybercrime/Racism_on_internet/PC-RX\(2002\)24E.pdf](http://www.coe.int/T/E/Legal_affairs/Legal_co-operation/Combating_economic_crime/Cybercrime/Racism_on_internet/PC-RX(2002)24E.pdf)>

David Irving comments:

It looks like final defeat is approaching ever closer for the purveyors of conformist history. That may seem paradoxical, but think of it like this: when I was banned from Italy, this meant that the conformist historians of that country had readily admitted defeat, that they had not one historian in Italy capable of publicly refuting my views.

Now the Europeans are conceding that their failure extends worldwide -- nowhere, not even on the Internet, can they debate and uphold their absurd but political correct versions of modern history. Only by the imposition of draconian penalties, including imprisonment, can they hope to sustain their lucrative lies for a few months or years longer. What a pathetic crowd of scholars" they are.

Suppose that Bill Clinton had made it a criminal offence to question or even to debate in public or in print whether President Franklin D Roosevelt had known in advance of Pearl Harbor -- how would the world have viewed such a new law (and the history of Pearl Harbor itself for that matter).

Suppose the George W Bush administration now made it an offense to ask whether the astronauts of the Apollo mission ever really set foot on the Moon, or whether those photographs were faked (my mind is truly open on that controversy); that too would lead to only one conclusion.

Yes, if this new European law comes into force, it will be the first global victory for Real History: and I, David Irving, shall be the first to essay to break that law.

Flashback: Auberon Waugh asked in *The Daily Telegraph*: What sort of truth requires these sanctions?

It also obliquely refers to the Holocaust, outlawing sites that deny, minimize, approve or justify crimes against humanity, particularly those that occurred during World War II.

"The emergence of international communication networks like the Internet provide certain persons with modern and powerful means to support racism and xenophobia and enables them to disseminate easily and widely expressions containing such ideas," the council's report on the amendment states. "In order to investigate and prosecute such persons, international cooperation is vital."

Many European countries have existing laws outlawing Internet racism, which is generally protected as free speech in the United States. The council cited a report finding that 2,500 out of 4,000 racist sites were created in the United States.

Critics say that the measure may push hate groups to set up virtual shop in the United States, pointing to a decision last year by a U.S. judge who ruled that Yahoo did not have to block French citizens' access to online sales of Nazi memorabilia, which are illegal in that country. The judge determined that U.S. websites are only subject to American law.

"This could lead to a clash of cultures," said Cedric Laurant, a Belgian lawyer and staff counsel with the Electronic Privacy and Information Center. "What will happen if the French police start asking local U.S. police to give them information about the people running a site?"

European countries may decide to censor U.S. content themselves, as Spain has done, suggested Carlos Sánchez Almeida, a cybercrime lawyer located in Barcelona.

Spain recently passed legislation authorizing judges to shut down Spanish sites and block access to U.S. Web pages that don't comply with national laws.

"If European countries adopt the (anti-racism) amendment of the European Council in their legislatures, they'll also be able to block websites from the U.S.A., despite the First Amendment."

Representatives of the 44 European countries on the European Council must decide whether to adopt or reject the measure during the next Parliamentary Assembly session in January. Countries who support the amendment will then need to ratify it in their national legislatures before making it law. <<http://www.fpp.co.uk/online/>>

Nous savons bien que nous sommes en sursis, mais nous trouverons autre chose !!!! D'ailleurs, le gouvernement amricain a tout de suite dit: NIET. Autrement dit, les censeurs européens peuvent aller se rhabiller.

LE CHASSEUR DE NAZIS S'EN FOUTAIT PLEIN LES FOUILLES

Restitution Exec Was Probed on Spending

By Nacha Cattan

The top American professional of an international Holocaust restitution commission was investigated for allegedly misappropriating commission funds for personal use before resigning last summer, according to sources and an internal document written by the commission's chairman.

Neal Sher, former chief of staff in the Washington office of the International Commission on Holocaust Era Insurance Claims, was investigated by the commission after admitting "unauthorized reimbursements of his ICHEIC travel expenses," the internal commission document states. The document was written by the chairman of the Holocaust commission, former secretary of state Lawrence Eagleburger.

Following the investigation, which was subjected to a "review" by a former FBI chief, Judge William Webster, Sher resigned in June and paid "full and immediate restitution," the document states. A source with direct knowledge of the situation, as well as other sources close to the commission, verified the existence and content of the document.

Although these allegations were made, the *Forward* has not established that they are true.

Sher is widely admired for his groundbreaking work as the federal government's **chief Nazi hunter** during 11 years as director of the Office of Special Investigations of the U.S. Department of Justice. **During that time he oversaw the denaturalization and deportation of dozens of onetime Nazi war criminals.** He also led the investigation into the Nazi past of Austrian president Kurt Waldheim and was credited for Waldheim's placement on the watch list of persons ineligible to enter the United States. After leaving the OSI in 1994 he became the **executive director of the American Israel Public Affairs Committee**, a post he held for two years.

But Sher's tenure as **head of the Holocaust insurance commission** was stormy almost from the outset. Under his watch, the commission was subjected to criticism from Holocaust survivors and members of Congress for **allegedly exorbitant administrative expenses**, including spending for travel, according to press reports at the time. The controversy was reported in the *Forward* as well as the *Baltimore Sun* and the *Los Angeles Times*. [*C'est le royaume d'Argot, à la Cour des Miracles. Tous ces grands voleurs qui détroussent les juifs au nom des juifs sont évidemment eux-mêmes des juifs qui tombent maintenant à bras raccourcis sur un juif corrompu lui aussi qui va leur servir de bouc émissaire. Pour ce rôle on choisit toujours le plus con. Pour quand le grand coup de balai ?*]

The commission document describing Sher's alleged "unauthorized reimbursements" is addressed to Pennsylvania insurance commissioner Diane Koken, who chairs the commission's five-member finance committee. The document is dated June 25, 2002, five days after the commission officially announced Sher's resignation.

Sher first admitted his actions to Eagleburger, [*qui touche, comme président de la commission, 300.000 \$ par an*] who regarded them as "probable improprieties" and placed Sher on "administrative leave" pending an investigation, the document states. Eagleburger then asked the commission's legal counsel, Tom Howard, to conduct a "fact-finding investigation" and enlisted Webster to review the case, according to the document. Sources close to the commission told the *Forward* that Sher had been alleged to have carried out a misappropriation by improperly claiming reimbursement for his air travel.

The Baltimore Sun, in an article on the commission's administrative costs published on July 7, 2002, reported on Sher's air travel expenses. The newspaper claimed that commission financial records showed that in 1999 **Sher spent \$136,563 in travel expenses, mostly for travel to Europe. "Sher's first-class or business-class airfare to Rome, Berlin and other cities often totaled \$5,000 or more per trip," the article stated.** [*Les foireux journalistes du journal juif Forward refilent la patate chaude à un confrère goy quand il s'agit de porter le fer dans la plaie.*]

[...] The commission had come under fire from some members of Congress and Holocaust survivor advocates for spending excessively while delivering little compensation. As of July 2002, operating expenses totaled \$40 million, while only \$18 million in payments had been offered to claimants, according to commission officials. [*Et tout le reste: gueuletons, call girls, champagne et "vivent les malheureux juifs -- pourvou que ça doure..."*]

Forward, New York, November 1, 2002

Il est pas tout seul à se remplir les fouilles:

L'un des membres éminents de la communauté juive de Kattowice, Feloiks Lipan, survivant d'Auschwitz, et affairiste pressé, chargé de s'occuper des "restitutions" de bien juifs, grâce à du fric venu d'Amérique, a été contraint au suicide à cause des effets désastreux de sa politique véreuse. Le Shoah business entretient un nombre incroyable d'escrocs, non seulement aux Etats-Unis, mais aussi en Europe orientale où des margouilins se sont mis à "récupérer" les biens juifs, ou réputés tels, et en faire ce que bon leur semble.

Histoire édifiante mais plus complète dans *Jewish Telegraphic Agency*:

<<http://www.jta.org/story.asp?id=021007-rest>>

RÉCIDIVE

afp

L'estimation révisionniste de Robert Faurisson sur le nombre de morts à Auschwitz-Birkenau, qui apparaissait dans l'édition 2002 du *Quid*, est de nouveau mentionnée dans l'édition 2003 de cet ouvrage malgré l'engagement des auteurs de le retirer, a indiqué mardi l'UEJF.

L'Union des étudiants juifs de France, la LICRA, J'accuse, le Consistoire israélite de France et Mémoire 2000 ont par conséquent entamé une procédure en référé contre les éditions Robert Laffont, qui sera examinée mercredi par le tribunal de grande instance de Paris.

Après une procédure intentée en novembre 2001 par ces mêmes associations, l'encyclopédie *Quid* s'était engagée à retirer de toutes ses éditions la mention suivante: "Faurisson ("révisionniste"): 150.000 en tout (dont environ 100.000 Juifs, la plupart morts du typhus)".

Or, constate-t-on à la page 703, cette mention figure toujours dans l'édition 2003 du *Quid*, au chapitre "camps d'extermination", dans le paragraphe consacré à l'histoire des camps d'Auschwitz-Birkenau. Chez l'éditeur, on admet l'existence d'une "erreur" qui sera corrigée dans les prochains tirages. "Ça a été supprimé de la base informatique du *Quid*", souligne-t-on de même source. Cette "erreur" figure dans les quelque 400.000 exemplaires de l'ouvrage, parus à partir de la mi-octobre en librairies. **Le site internet du *Quid* ne faisait pas apparaître cette assertion.** Robert Faurisson, ex-professeur de littérature à Lyon, a été exclu de l'université et a été condamné pour avoir affirmé, depuis 1978, que le génocide des juifs par les nazis était un mensonge destiné à récolter des dommages de guerre, que les chambres à gaz n'avaient jamais existé dans les camps et que les déportés étaient morts de maladie et de malnutrition.

AFP, 29 octobre 2002.

L'affaire a fait un gros flop. Le juge a refusé la saisie des 300.000 exemplaires déjà imprimés. Pour une ligne !!!! Il a accepté que les distributeurs collent un papillon sur les points de vente. Ce qui semble devoir assurer une vaste publicité gratuite à Faurisson. Les ligues en sont pour leurs frais. On dirait que depuis les socialos se sont fait virer à coups de pompe, les ligues ne gagnent plus à tous les coups. Curieux, non ?

Le juge refuse de retirer le "Quid" 2003

Le juge des référés du tribunal de grande instance de Paris a refusé jeudi d'ordonner le retrait de la vente du "Quid 2003", comme le lui avaient demandé plusieurs associations juives qui contestent la présence de références révisionnistes dans un paragraphe consacré aux victimes d'Auschwitz. La juge Marie-Thérèse Feydau a juste ordonné que les mentions en cause soient retirées de l'édition 2004 et du site Internet du "Quid".

Par ailleurs, elle a estimé qu'il était suffisant d'envoyer un texte de mise au point à tous les points de vente où il sera affiché à proximité du "Quid", de publier sous huit jours un communiqué dans trois quotidiens et deux hebdomadaires, et de faire insérer un erratum dans les 100.000 exemplaires encore à l'impression. [...]

"Il n'est pas certain que le fait de fournir aux lecteurs, parmi l'énumération de diverses estimations du nombre de victimes des camps d'extermination nazis, le chiffre donné par Robert Faurisson suivi de la mention 'révisionniste', **tombe sous le coup de la loi**", a souligné la juge, estimant cependant qu'il y avait eu non-respect d'un accord qui justifie les mesures ordonnées.

La Libre Belgique, 8 novembre 2002.

UNE TAULE QUI N'EST PAS DU GRUYÈRE

Notre ami révisionniste suisse G. A. Amaudruz, 82 ans, vient de recevoir une convocation pour se rendre le 16 janvier 2003 aux Etablissements pénitentiaires de la Plaine de l'Orbe afin d'y purger sa peine de prison de trois mois. Contrairement à ce qu'il avait été décidé en un premier temps, ce n'est pas la prison moyenâgeuse de Vevey qu'il devra rejoindre mais un **établissement de haute sécurité** réservé aux délinquants récidivistes.

Rappelons que M. Amaudruz a été condamné pour avoir enfreint la loi 261bis du Code pénal suisse qui punit "quiconque niera, minimisera grossièrement ou cherchera à justifier un génocide ou d'autres crimes contre l'humanité". On aurait pu croire qu'un pays comme la Suisse hésiterait à jeter en prison un homme de 82 ans. Eh bien, non. On peut écrire à G. A. Amaudruz à l'adresse suivante: *Courrier du Continent*, Case ville 2428, CH-1002 Lausanne (Suisse).

Commentaire:

En prison, à 82 ans, pour avoir douté des "chambres à gaz"

par **Robert Faurisson**

Doutez, tant qu'il vous plaira, de Dieu, de la Vierge Marie, des saints et des anges. Doutez du Diable. Mettez en doute ce qu'on vous enseigne au catéchisme, à l'école, au lycée, à l'université. Bref, doutez de tout. Sauf de la magique chambre à gaz des nazis. **Ou alors il vous en cuira !**

Usez de la liberté d'expression mais n'en profitez pas pour mentir ou pour diffamer. A moins cependant que vous ne traitiez du génocide, des chambres à gaz et des six millions. Dans ce cas, la défense de la trinité holocaustique justifie tout ensemble le pieux mensonge, le faux témoignage et la diffamation. **Tenez-le-vous pour dit !**

Respectez la liberté de recherche, qui, elle, c'est bien connu, ne peut souffrir de limites car, sans cette liberté illimitée,

il n'est plus de science ni d'histoire. Mais, si vous écrivez sur le sort des juifs durant la seconde guerre mondiale, sachez que, de cette histoire, seule est admise la version casher. **Malheur à qui remettrait en cause cette version officielle !**

Dans une démocratie la liberté religieuse nous est garantie et le blasphème n'existe plus. Sauf pour la religion de l'Holocauste ou le dogme de la Shoah. Car s'en prendre à une religion et à un dogme décrétés intouchables mettrait en péril le Shoah-Business ou l'Industrie de l'Holocauste. **Ce serait tomber dans l'hérésie majeure !**

Les règles de la civilité puérile et honnête sont connues de tous : il convient de respecter autrui, de se montrer juste, d'écouter avant de condamner, d'écarter le préjugé, de n'assouvir ni haine ni vengeance ; on évitera de hurler avec les loups ou bien de piétiner l'homme à terre ; on épargnera le pauvre, le faible, le malade, le vieillard. **Sauf, bien entendu, si l'on a affaire à un révisionniste !**

Gaston-Armand Amaudruz, qui est révisionniste, a conçu des doutes sur l'existence des chambres à gaz nazies. De simples doutes ; rien de plus. Il a beaucoup lu sur le sujet, beaucoup cherché mais il n'a trouvé aucune réponse aux questions qu'il se posait sur la structure de ces abattoirs chimiques, sur leur fonctionnement, sur la possibilité, après une exécution, de pénétrer impunément dans un océan d'acide cyanhydrique afin d'en extraire des milliers de cadavres imprégnés de cyanure, et donc terriblement dangereux à manipuler; il a été surpris de ne pouvoir trouver, soit en réalité, soit en photo, soit en maquette, ne fût-ce qu'une seule chambre à gaz à l'authenticité garantie par des historiens; il a été étonné d'apprendre que, de l'avis même d'historiens officiels, "*tout est faux*" dans la chambre à gaz visitée à Auschwitz, depuis 1948, par des millions de touristes abusés (Eric Conan, "Auschwitz: la mémoire du mal", *L'Express*, 19-25 janvier 1995, p. 68).

On l'a livré aux juges. Il a voulu leur expliquer ce qu'est "le devoir de douter". Ses juges lui ont appliqué le bâillon. Séance tenante, ils l'ont condamné. Il a 82 ans ? *La belle affaire !* Il est malade ? *Qu'importe !* Il n'a point de biens ? *Profitions-en !* Sa conduite a toujours été exemplaire et son casier judiciaire est vierge mais, le 16 janvier 2003, *il entrera dans une prison pour récidivistes.*

Tout cela ne se passe ni au pays du Dr Guillotin, ni chez les Persans ou les Moscovites, ni "plus loin que l'Inde et que la Chine", encore moins au Monomotapa.

Cela se passe au pays des fiers Helvètes. "Fiers" est vite dit. Les temps ont changé. Les fiers Helvètes ont opéré leur soumission. Au premier coup de shofar, ils ont ouvert leurs coffres les plus blindés. A la mafia du Grand Mensonge ils versent des flots d'or. Ils le font à genoux, en signe de repentance, pardon! de *techouva*.

Il se trouve que je connais personnellement G.-A. Amaudruz. Sur quelques sujets il a des opinions que je ne partage pas. Mais j'estime l'homme, je l'admire. Pour son courage tranquille et sa constance. Pour sa modestie et son sourire. Pour sa clarté d'expression. Pour la qualité de sa langue et de son style. Le français qu'il écrit, pur et dépouillé, sent l'honnête homme. Mais, dans son propre pays, G.-A. Amaudruz, après bien d'autres Suisses reconnus coupables d'avoir péché par hérésie révisionniste, est devenu la proie de la Nouvelle Inquisition.

Ces condamnations sont de caractère religieux. Les 2 et 3 septembre 1996, un journal suisse, *Le Nouveau Quotidien de Lausanne*, publiait deux longs articles consécutifs où il était clairement affirmé que nous ne possédons, en définitive, aucun document, aucune trace, aucune preuve de l'existence des chambres à gaz nazies, soit à Auschwitz, soit ailleurs. L'auteur des deux articles n'était autre que l'historien français, de gauche, Jacques Baynac (voy. R. Faurisson, "Un historien orthodoxe admet enfin qu'il n'y a pas de preuves des chambres à gaz nazies", *Ecrits révisionnistes (1974-1998)*, p.1794-1799). Or ni l'auteur ni le responsable du journal n'ont, pour autant, été jugés, condamnés et emprisonnés par les autorités helvétiques. La raison en est que, dans ses articles, J. Baynac a confessé avec insistance sa foi en l'Holocauste et ses mystères tout en professant une sainte horreur pour le révisionnisme. Autrement dit, si vous prodiguez les marques extérieures de la foi et si vous maudissez le Diable, vous obtiendrez le salut et la grâce.

A l'inverse, si vous manifestez franchement votre scepticisme, vous serez traité en mécréant.

Ce que les juges suisses ont condamné en G.-A. Amaudruz, c'est, aussi bien dans la démarche de l'esprit que dans le comportement moral, un homme à la probité foncière.

INTERVENTION

Un après-midi parisien et révisionniste de l'islamiste strasbourgeois Mohamed Latrèche

Par Azzedine Khalef

Notre collaborateur a assisté le 26 octobre, dans le XIIIème arrondissement de Paris, à la journée organisée par le Parti des Musulmans de France, implanté à Strasbourg. Il a soigneusement noté les propos des divers intervenants révisionnistes et antisémites – dont Serge Thion - qui entouraient le président de ce parti, l'islamiste Mohamed Latrèche. **Délires et haine.** " Proche-Orient.info " fait le récit et l'analyse de cet après-midi.

L'espion sioniste se donne un nom arabe ! <contact@proche-orient.info>
<http://www.proche-orient.info/xjournal_racism_rep.php3?id_article=6488>

Alors, par un procédé prévisible, la machine à étiqueter et à dénoncer s'est mise en route toute seule et elle a donné ça:

Le lobby Thioniste

On a les amis que l'on mérite ("L'Express", 14/11): "Le négationniste Serge Thion vient de faire une réapparition publique lors d'une réunion du Parti des Musulmans de France à Paris, révèle le site Proche-Orient info. Au côté de Mohammed Latrèche, président du PMF, qui l'a présenté comme un "ami de longue date", l'ancien chercheur radié du CNRS pour faurissonisme a parlé d' "invention américaine" à propos d'Al-Qaida et appelé à la création de "comités de soutien à Zacarias Moussaoui". "

Ça doit être ça, l'islam modéré.

Le Canard Enchaîné, 4282, 20 novembre 2002. Il se font pas chier dans ce Canard: ils recopient purment et simplement *L'Express* ! D'autres sites ou canards reprennent "proche-Orient.info" comme "Les quatre vérité" <<http://www.les4verites.com/libreinformation/?de=AIPJ>>, qui fait de la pub pour le véreux Alexandre Del Valle, une publication qui se dit "libérale" d'un certain Alain Dumait. Ça pompe de partout. On est chez les shadoks, y'a pas de doute.

BRANCHITUDE

En ce vendredi 7 novembre, Utopia, la salle du cinéma branché d'Avignon projetait un film sur l'action militante de Chomsky, bien connu des révisionnistes: *Les illusions nécessaires*.

Rappelons que ce film contient a)- un petit passage dans lequel Chomsky évoque les raisons libertaires pour lesquelles il a préfacé en connaissance de cause le mémoire en défense du professeur Faurisson b)- une apparition furtive dudit professeur devant le Palais de justice de Paris ; c)- une apparition également furtive de Pierre Guillaume et de Serge Thion expliquant les raisons libertaires pour lesquelles ils contactèrent Chomsky au sujet de l'affaire Faurisson.

Malgré ce rappel des faits (c'est-à-dire un engagement de principe relatif à la liberté d'expression sans examen de la thèse du révisionnisme) , un personnage se présentant comme l'éditeur de Chomsky en France, basé à Marseille, a trouvé utile de commenter cet épisode Chomskyen sur le révisionnisme de "regrettable". Il est donc passablement regrettable de constater qu'un éditeur de Chomsky n'a toujours rien compris à ses positions. Ce fut d'ailleurs la réaction générale du public.

On peut donc en conclure que si Chomsky est de nouveau à la mode en France (salle comble, on n'avait pas vu ça depuis *Star Wars*, certainement), c'est parce que les Frenchies en ont leur claqué des Ricains. Pas parce qu'ils sont devenus des amoureux de la liberté d'expression.

MON GÉNOCIDE EST PLUS GROS QUE LE TIEN (suite)

Des Arméniens protestent contre la Journée de la Shoah dans les écoles

08/11 Le Comité de défense de la cause arménienne proteste, vendredi dans un communiqué, contre la récente décision des ministres de l'Education du Conseil de l'Europe d'instituer une Journée de la mémoire de l'holocauste dans les établissements scolaires à partir de 2003.

Le CDCA rappelle qu'en janvier 2001, le groupe Education et Culture du Conseil de l'Europe avait décidé d'instaurer une "Journée de la mémoire" **pour l'ensemble des génocides et non de la seule Shoah**. Il déclare donc que la nouvelle décision, prise le 18 octobre, est "**réductrice**".

Il affirme également que les ministres de l'Education et responsables des ministères de 48 pays européens signataires de la Convention culturelle européenne ont suivi pour cela la position française et il "condamne avec la plus grande fermeté" le rôle joué à ce propos par le ministre délégué à l'Enseignement scolaire, Xavier Darcos.

Le CDCA cite les propos du ministre déclarant qu'il "fallait éviter la banalisation" et que "la Shoah avait un caractère spécifique dans un siècle fertile en horreurs qui méritait qu'elle soit accompagnée d'un enseignement particulier".

Le Comité souligne que "cette journée qui devait être universelle singularise maintenant un génocide **au détriment des autres, génère un sentiment de rejet voire de négation des autres victimes** et tend à créer entre les peuples martyrs du XXe siècle une **compétition macabre** totalement inacceptable dans une démarche qui initialement se voulait fédératrice".

Il demande enfin à être reçu à l'Education nationale française afin que le ministre "répare cette erreur déshonorante" et instaure une "véritable journée de dénonciation et de prévention des génocides et des crimes contre l'humanité".

GOLDIE, UN DIRECT DANS LA TRONCHE

A German court has issued a temporary injunction against publication of a new book by controversial American author and historian Daniel Goldhagen about the Catholic Church's history in Third Reich Germany.

The regional court in Munich responded to a demand by **Munich's Archdiocese** that the book be withdrawn from publication over a factual error.

The district court issued its ruling on Tuesday based on evidence that information contained in the publication implied false association of a member of the Catholic Church with Hitler's Third Reich in World War II.

In Goldhagen's new book, *A Moral Reckoning: The Role of the Catholic Church in the Holocaust and Its Unfulfilled Duty of Repair*, a photograph showing a person marching with SS officers at a Nazi rally in Munich comes with a caption identifying the man as the city's then-Cardinal, Michael Faulhaber.

Church says man in photograph not Cardinal. The caption accompanying the photo reads: "Cardinal Michael Faulhaber marches at a Nazi rally in Munich through an S.S. honour guard." The church claims the caption is false and that the Cardinal was not the person in the picture. Catholic officials say the person shown in the photograph with former Propaganda Minister Hermann Göring, among others, was most likely the Vatican's then-ambassador to Germany, Nuntius Orsenigo.

Christian Ottmann, spokesperson for the Munich diocese, told the Associated Press that "the publishing house must recall the book or black out the caption." If this is not done, the book's Berlin-based publisher, Wolf Jopst Siedler, could face a 250,000 euro (\$246,000) fine.

The United States **Holocaust Memorial Museum**, which holds the original photograph, initially disputed the claim that the person in the photograph was someone else. On Thursday, a spokesman told DW-WORLD that the museum is taking another look. "We have stopped circulating it," said deputy spokesman Andrew Hollinger. "As far as I know, **we are revisiting** trying to confirm this person's identity."

The Church, meanwhile, has invited researchers to take a look at the recently-released Faulhaber archives in an effort to clarify the matter.

Although the contentious caption and its offending photograph are quoted as the main reason behind the action taken against the book and its author, it is likely that its content could also be seen as a catalyst for the Catholic Church's anger.

Content of book likely to agitate Catholics

Some of the book's core research material appeared as a 27,000-word essay in the American political magazine "The New Republic" in January. In the essay, Goldhagen reiterates widely reported allegations that suggest that Pius XII, the wartime Pope, did not do enough to protect the Jews, even though he likely knew of the fate which awaited them.

The Vatican has always argued that its cautious, non-confrontational policy saved more people than would have been the case if it had spoken out in condemnation of the Nazis.

Goldhagen says such arguments are bizarre and nonsensical, topped only by those of revisionist historians, who try to argue the Holocaust never actually happen.

Goldhagen, a professor of government and social studies at Harvard University, is no stranger to controversy or ruffling the feathers of Germans. His best-known book, *Hitler's Willing Executioners*, blamed ordinary Germans for the Holocaust. (Voir notre dossier Goldhagen)

Although some critics accused him of taking liberties with the truth and writing in a confrontational style, the book became a best-seller and award winner.

Il est à noter que cet imbécile n'est pas du tout professeur à Harvard. Il y a été vaguement assistant et il n'a pas pu se qualifier quand une chaire de Zolocoste a été offerte par un magnat juif. Finalement le chaire n'a pas été créée et Goldhagen est parti.

<http://dw-world.de/english/0,3367,1441_A_652391_1_A.00.html>

BRUTE DE DÉCOFFRAGE

La presse américaine a annoncé le décès de la brute fascisto-sioniste Irv Rubin. Comme la thèse du suicide ne semble pas enthousiasmer les proches du défunt, on est bien obligé de se demander qui a tranché la gorge de ce pithécanthrope et l'a jeté du haut de trois étages. C'était l'héritier du rabbin Kahane, un excité raciste qui a péri assassiné. On rappelle à cette occasion les méfaits de ce simiesque:

The Institute for Historical Review, a leading dissident history research and publishing center based in southern

California, was a target of systematic JDL violence and harassment during the early 1980s. The attacks included a drive-by shooting, three firebombings, vandalization of IHR employee-owned vehicles, 22 slashings of tires of employee automobiles, demonstrations outside the IHR office, and numerous telephone threats.

This campaign culminated in a devastating arson attack on the Institute's offices and warehouse in Torrance in the early morning hours of July 4, 1984. Damage was estimated at \$400,000.

Two days later, JDL leader Rubin showed up at the site of the gutted IHR offices publicly to praise the fire-bombing. The JDL, he declared, "wholeheartedly applauds the recent devastation of the offices of the Institute for Historical review." Denying any personal responsibility himself, Rubin said that the arson had been carried out by a former JDL activist named Larry Winston (Joel Cohen). No one was ever arrested in connection with this crime.

LA GRANDE RÉCUPÉRATION, OU COMMENT L'INDUSTRIE DE L'HOLocauste SE DISSOUT DANS LA LAVASSE UNIVERSITAIRE

Today, the language of the holocaust cannot be understood apart from the Jewish experience. Historically, this argument is suspect, if not inadequate. The intent of this proposed anthology is to understand why this national investment is made and to what extent these terms impact debates concerning genocide beyond the Jewish community. In rallies, demonstrations, museums, movies, and political debates across the United States and, throughout the world, **remembrance of the Jewish Holocaust** is mobilized in causes ranging from international genocide tribunals **to the defense of Israel**. In newspapers, articles appear daily on the legacies of the Holocaust, the continued struggle for reparations, and the eternal need to "make sure it never happens again."

Within this context of hyper-visibility, **if not obsession** within the United States, even beyond the Jewish community's, a number of scholars have recently **challenged the usefulness of such a hyper-focus** on the Jewish Holocaust, which some have described as a "**Holocaust Industry**." This project continues this critical interrogation by moving toward an understanding of how the "Holocaust Industry" plays out in those communities, discourses and debates within the United States that are not exclusively the domain of Jewish or Holocaust Studies as they are traditionally defined. In taking this step, this anthology **attempts to decenter the Jewish Holocaust** from the ubiquitous discussions of genocide, reparations and U.S.-Israel relations. Our exploration of the arbitrary centering of the Shoah within a number of other discourses, in terms of addressing its presence and affects on the reparations debates, history of genocide, U.S. foreign policy and a number other sites represents a step toward its rightful displacement from these spaces.

The Jewish Holocaust, **citing its supposed uniqueness**, cannot continuously be used as the yardstick or point of reference for all incidents of genocide and xenophobia. This project urges a critical interrogation by moving toward an understanding of how a "Holocaust Industry" influences national and international communities, discourses and debates. We therefore attempts to displace the "Holocaust Industry" from these discourses while centering the specifically national, and more generally genocidal histories which the Jewish Holocaust's current hyper-visibility inherently stifles our understanding of.

In recent years, a number of scholars have **challenged the hegemonic position of the Shoah** within American life. Peter Novick in *The Holocaust in American Life* goes so far as to suggest the over-emphasis is largely ahistorical: "... the available evidence doesn't suggest that overall, American Jews (let alone American gentiles) were traumatized by the Holocaust ..." Although the Shoah **is not specifically part** of the United States' historiography, the Jewish Holocaust is continuously reinscribed as part of American history. The establishment of the United States Holocaust Memorial Museum, on the National Mall no less, reflects this obsession.

There are additional examples revealing the cultural centrality of the industry, ranging from shelves of books and movies, to state-sponsored holidays. Every state in the United States sponsors annual Jewish Holocaust Remembrance Days, many of which are held in the chambers of state legislatures. Furthermore, the United States boasts over **one hundred Jewish Holocaust institutions, including seven museums**. The US thus enacts its obsession with the Shoah in a myriad of ways. The central question of this anthology is: what is the impact of this fixation and the accompanying "Holocaust Industry" on "minority" discourses as well as those related social, political, economic and psychological spaces?

[...] Please send all correspondences to <djl@wsu.edu> or David Leonard, Washington State University.

H-Holocaust, 7 Nov 2002

BONNE NUIT

Le livre d'E. Wiesel, *La Nuit* tient plus du roman que de l'ouvrage historique, selon un professeur californien, Par Emir Senturk. (extrait)

Le livre d'Elie Wiesel écrit en 1957 et intitulé *La Nuit* est essentiellement un roman, et non simplement un ouvrage historique, a déclaré un ancien professeur de l'Université de Californie de Los Angeles, le professeur Arnold Band, au cours d'une conférence tenue jeudi soir.

"Je qualifie le livre de Wiesel de roman, ce qui parfois choque des gens, parce qu'un roman implique une certaine dose de ruse", a dit A. Band, qui enseigne l'hébreu et la littérature comparée.

La Nuit, publié pour la première fois en France en 1957, est la premier livre de Wiesel après son ouvrage en yiddish publié en 1954: *Le Monde s'est tu*. Les deux décrivent son expérience lors de l'Holocauste.

The Brown Daily Herald, 1er novembre 2002

<<http://www.browndailyherald.com/stories.cfm?S=1&ID=7751>>

Wiesel a récemment pris la parole à Chicago, non pas dans une université mais dans une synagogue. Pourrait-on se laisser aller à un néologisme: les spectateurs étaient synagoguenards...

At the end of the speech, NU students questioned Wiesel during a brief question-and-answer forum. When asked about **Holocaust revisionists**, Wiesel said he could not believe anyone would question **the legitimacy of the Holocaust** -- one of the most documented tragedies in history.

Wiesel also urged students to boycott NU electrical and computer engineering Prof. **Arthur Butz, a Holocaust revisionist**. In 1976, Butz wrote "The Hoax of the Twentieth Century," a book about Holocaust revisionism. Students in the crowd were conflicted over Wiesel's message, and some said the speech was an insightful look at the Holocaust.

"It was interesting to hear his perspective in light of what's currently happening in the world," said Jamie Aldes, a Weinberg sophomore. But some students said they felt Wiesel **mainly spoke about Israel and the Jews** instead of his general message -- the power of words.

Wiesel la belette: 28 oct 2002 Temple Sholom of Chicago, 3480 N. Lake Shore Drive.

<<http://www.dailynorthwestern.com/vnews/display.v/ART/2002/10/28/3dbd41cbe9e19>>

CHIENNERIE GARANTIE

M. Jeremy Jones, le persécuteur des révisionnistes australiens de l'Adelaide Institute a mis un autocollant sur sa voiture. D'après Angela Shanahan, *The Australian*, 24 September 2002, il y est écrit: "Sur Internet, personne ne sait que je suis un chien". Et bien, maintenant, sur Internet, nous le savons.

BON DIEU DE BON DIEU

Rivarol

La Religion de Vatican II

(...)

Intertitre: **La gardienne de l'Holocauste**

(...) Servante de l'Humanité, la contre-église de Vatican II est l'un des gardiens vigilants de la contre-religion de l'Holocauste. Laquelle a ses prêtres (les media, l'Education nationale, le cinéma), son catéchisme (le manuel de la Shoah enseigné obligatoirement dans les écoles), son inquisition punissant les blasphèmes (la loi Gayssot), son enfer (la droite nationale, **les révisionnistes**, les chrétiens fidèles à la doctrine catholique sur le nouvel Israël), son mémorial (Yad Vashem), ses lieux de pèlerinage (Auschwitz), ses tables de la loi (la déclaration des droits de l'homme), son évangile (le tribunal international de Nuremberg), son magistère (Klarsfeld et consorts), ses fidèles (l'ensemble des institutions), ses saints (les Justes récompensés par l'Etat hébreu) et ses martyrs (les six millions). Elle est l'exacte inversion de la religion catholique: à l'amour elle oppose la haine, à la vérité le mensonge, au pardon des offenses la rétroactivité et l'imprescriptibilité des crimes, au respect des faibles la traque aux vieillards, à l'esprit de pauvreté l'appât du gain (comme l'illustrent notamment les rançons réclamées à la Suisse, à la France, à l'Allemagne, etc.), à la responsabilité individuelle la responsabilité collective ("La France coupable"), à la discrète confession privée la spectaculaire repentance publique. L'église qui n'est plus catholique est devenue démocrato-holocaustique, la nature ayant horreur du vide.

(...)

Jérôme Bourbon, <jeromebourbon@aol.com> Rivarol" du 18 octobre 2002.

FAFIOTS

Croix celtiques, blouson noir ou kaki, crâne rasé, service d'ordre à l'entrée, saluts bras tendu échangés entre les cerbères. Les militants d'extrême droite s'étaient fait le "total look" pour assister samedi après-midi à la Fête de l'identité et des libertés, salle Wagram à Paris. L'occasion de se retrouver entre soi. Et comme par hasard, le jour anniversaire de la nuit de cristal, qui, le 9 novembre 1938, marqua le début des persécutions contre les juifs dans l'Allemagne hitlérienne.

Cette manifestation interdite aux badauds a réuni environ huit cents militants issus des franges les plus radicales de ce courant politique, mais également **des déçus du MNR** de Bruno Mégret et des ex-membres d'Unité radicale (aujourd'hui dissoute) dont se réclamait Maxime Brunerie, auteur de la tentative d'attentat contre Jacques Chirac, le 14 Juillet.

Jean-Yves Le Gallou, numéro deux du MNR, n'a pas loupé l'occasion de parader salle Wagram, alors que son patron répète, depuis sa déculottée à la présidentielle, qu'il n'est pas d'extrême droite. Tout comme Louise Alleau, épouse de Gilles Soulas, **gérant de la librairie négationniste l'Encre et ex-trésorière nationale du MNR. Un microcosme à l'aise devant les stands où s'étaient des tracts dénonçant "le mensonge stalinien" de l'existence des chambres à gaz.** Pierre Vial, conseiller régional Rhône-Alpes et patron du mouvement païen Terre et Peuple, avait fait le déplacement.

"Cette réunion n'est pas destinée à construire un nouveau parti", tente de convaincre Robert Spieler, du mouvement Alsace d'abord, ex-FN. C'est en tout cas l'amorce de discussions, puisque Guillaume Faye, racialisiste convaincu, qui a ouvert cette journée de tables rondes, doit déjeuner jeudi avec Jean-Marie Le Pen. A quelques mètres de la salle, environ deux cents contre-manifestants, venus des Verts, des anarcho-syndicalistes de la CNT, de Ras l'Front, de l'Union juive française pour la paix (UJFP), ont protesté devant un cordon de policiers destiné à éviter tout affrontement. "Ces gens-là connaissent trop bien l'histoire du IIIe Reich pour savoir ce qu'ils font. Cette réunion, à la date de la nuit de cristal, constitue une provocation", commente Sylvain Garel, élu vert de Paris, fustigeant le préfet de police de Paris qui n'a pas voulu interdire cette réunion.

Notons que ce Sylvain Garel fait des phrases qui ne veulent strictement rien dire. C'est chouettard ces gauchos qui n'ont qu'un mot à la bouche: interdiction. Ce sont eux, les social-fachos.

<<http://www.liberation.fr/page.php?Article=64157>>

LES GRANDES PANURGIES LYONNAISES (suite)

L'ancien président de Lyon-III est "fatigué" d'être soupçonné de négationnisme

Gilles Guyot s'estime diffamé par "Lyon Capitale".

Lyon correspondance. De part et d'autre de la barre, c'est l'unanimité. On voudrait en finir avec l'image de "fac facho" associée à l'université Lyon-III depuis sa création, au lendemain de mai 1968, par une scission avec Lyon-II "la rouge", et dont l'histoire a été rythmée depuis par des polémiques autour de thèses d'extrême droite, racistes ou négationnistes. Cependant, jeudi 31 octobre, devant le tribunal de Lyon, les parties en présence n'avaient bien évidemment pas la même analyse quant aux responsabilités dans cette piètre réputation et aux moyens d'y mettre un terme.

Au centre des débats : un dossier publié par le journal Lyon Capitale en juin 2001 accusant Gilles Guyot, alors président de Lyon-III – il a quitté ces fonctions en juillet – de **"complaisance avec le négationnisme"**. A l'appui de ses propos, l'hebdomadaire reproduisait un courrier de la chambre régionale des comptes faisant état d'un mandat qui avait été émis fin 2000 par les services de la présidence de l'université Lyon-III, afin de régler les frais d'impression d'une "revue des études indo-européennes", destinée à être remise aux personnalités et partenaires en visite à l'université. Cette publication était éditée par les anciens responsables de l'Institut d'études indo-européennes (IEIE), une officine "au caractère raciste archiconnu", selon l'historien Pierre Vidal-Naquet, nichée dans le giron de Lyon-III de 1981 jusqu'à son auto-dissolution, en 1998.

Le mandat n'avait finalement pas été payé. Mais pour Lyon Capitale, c'est clair, "Guyot est pris la main dans le sac". "Nous l'accusons de soutenir l'extrême droite politiquement, scientifiquement et financièrement", affirme plus loin Pierre-Jérôme Biscarat, fondateur de l'association étudiante de lutte contre l'extrême droite Hippocampe. "Trop, c'est trop" : Gilles Guyot, qui a dû s'expliquer devant les élus de la région Rhône-Alpes sur cette affaire (Le Monde du 16 juillet 2001) a porté plainte avec constitution de partie civile pour diffamation envers un fonctionnaire, soutenu par son conseil d'administration.

La mémoire de Jean Moulin

Poursuivis devant le tribunal correctionnel, les journalistes plaident leur devoir d'information. Pierre-Jérôme Biscarat **en appelle à la mémoire de Jean Moulin** – qui a donné son nom à Lyon-III – [*Il n'a rien donné. Ce sont des margoulins politiques qui ont pris son nom. Idem pour Marc Bloch. C'est de la nécrophagie anthroponymique.*] et à celles des victimes de la Shoah, qu'il défend quotidiennement en tant que responsable des activités pédagogiques de la maison d'Izieu. [*On se rend subitement compte que ce petit salopard qui cherche à imposer partout sa sale censure est un fonctionnaire de l'antiracisme, un bureaucrate qui émarge au budget des subventions publiques et qui en profite pour essayer d'imposer sa loi. On ne peut penser qu'à une seule conclusion: rouvrons les mines de sel. On peut lui téléphoner au "travail" à: 04 79 87 20 08*] L'ancien président de Lyon-III, lui, "fatigué d'être traîné dans la boue sans le moindre élément de preuve", crie à l'amalgame, au harcèlement médiatique, au "totalitarisme" même, de la part de "groupuscules d'associations incapables d'entendre que des gens n'aient pas les mêmes idées qu'eux". Et il proclame : "J'ai toujours dit que je condamnais le racisme, le négationnisme et le nazisme."

"Vous condamnez le négationnisme mais jamais les négationnistes, riposte en défense Me Alain Jakubowicz. On attendait de vous un mot clair sur le négationnisme. Vous en avez été incapable pendant cinq ans." L'avocat a réclamé une relaxe, Gilles Guyot exige, lui, 10 000 euros de dommages et intérêts. Jugement le 19 décembre.

Elise Victor

Le Monde, 2 novembre 2002.

CHEZ LES BELGES COURAGEUX

Extrait d'un long pensum d'un observatoire de la police de la pensée:

Le négationnisme.

En 1995, la Belgique se dotait d'une loi antinégationniste. Elle n'allait toutefois pas mettre fin aux activités pro-négationnistes. Depuis, le cercle Vrij Historisch Onderzoek (VHO, fondé à Anvers, en 1983, par des proches du Vlaams Blok) poursuit intensément la diffusion de ses brochures niant -d'une façon ou d'une autre- les crimes nazis. Au mois de février 2001, VHO lançait une campagne d'envergure de distribution de tracts dans 3 communes de Bruxelles. Quelques mois auparavant, ce groupuscule antisémite fut rejoint par Vincent Reynouard, activiste négationniste français (il animait notamment l'Association normande pour l'éveil du citoyen, ANEC), exilé en Belgique suite à ses ennuis judiciaires en France. Vincent Reynouard est actuellement hébergé à Ixelles, à Bruxelles, dans une communauté chrétienne intégriste proche de la Fraternité Saint-Pie X (voir plus haut). Au début des années 90, Olivier Mathieu, un autre provocateur antisémite français, avait lui aussi trouvé refuge dans cette même communauté. L'installation à Bruxelles de Vincent Reynouard prouve, une fois de plus, que notre pays est bel et bien resté une plaque tournante internationale du négationnisme et du néonazisme.

Pour l'heure, VHO ne reçoit plus aucun soutien officiel de la part des mouvements nationalistes. Ce qui n'était pas le cas dans les années 80, jusqu'au milieu des années 90, avant le vote de la loi antinégationniste du 23 mars 1995. Hypocritement et pour des raisons "politiquement correctes", ces mouvements nationalistes ne souhaitent plus être associés aux engagements sectaires de VHO; ce qui n'a pas mis fin aux liens de sympathie entre ce cercle semi-clandestin et des dirigeants importants de ces mêmes mouvements.

En février 2001, les liens du Vlaams Blok avec la mouvance négationniste allait être rappelés quand son vice-président, Roeland Raes, affirma, lors d'une émission de télévision hollandaise, ses doutes sur l'existence des chambres à gaz. Ce n'était pas la première fois que ce dirigeant historique du Blok apportait un soutien explicite aux travaux de propagande des négationnistes. Trois mois après le vote de la loi belge antinégationniste du 23 mars 1995, dans "Dietsland Europa" (le mensuel de Wre Di: relire plus haut), Roeland Raes consacra une critique positive à "La police de la pensée contre le révisionnisme", un livre édité par la "Revue d'Histoire Révisionniste" et écrit par Eric Delcroix, un avocat français d'extrême droite connu pour son engagement négationniste de longue date. En octobre 1997, lors d'un meeting de Bruxelles-Identité-Sécurité (BIS), un mouvement francophone pro-Vlaams Blok et issu du PFN (groupuscule néonazi et négationniste), Roeland Raes déclara que le vote de son parti en faveur de la loi "criminalisant les révisionnistes", en 1995, avait été la plus grande erreur historique du VB, comme le rapportera à l'époque le journal antifasciste "RésistanceS". Lors de ce meeting du BIS, d'autres orateurs, représentant l'extrême droite française, tiendront des propos antisémites, toujours selon "RésistanceS".

Nous pouvons aussi mentionner à propos du négationnisme que des organisations dont l'objectif officiel n'est pas la négation des crimes nazis sont néanmoins en relation avec des cercles négationnistes. C'est le cas de l'association des Amis de la Renaissance Européenne. Fondée par les actuels dirigeants du Bloc Wallon (un parti politique apparu lors des élections municipales d'octobre 2000), cette association est en contact avec le directeur de "L'Autre Histoire" (une publication négationniste éditée en Bretagne) et avec Jean-Robert Debbaudt. Durant la Guerre 39-45, ce dernier

combattit dans la Waffen-SS wallonne et se chargea de l'édition, en 1979, d'un pamphlet négationniste écrit par Léon Degrelle -le général de la brigade SS "Wallonie" qui poursuivit bec et ongles son combat contre le "sionisme international", jusqu'à sa mort en Espagne en mars 1994. Des amis de Léon Degrelle publieront ensuite son dernier manuscrit connu, "Tintin mon copain". Un livre de 231 pages imprimé anonymement en décembre 2000. Diffusé à Paris, entre autres, sur le stand du Front National à la fête des BBR, ce livre complètement illégal confirme la conversion de longue date de Léon Degrelle au négationnisme.

Les provocations hors-la-loi des adeptes de la négation des chambres à gaz nazies n'ont pas encore été jugées. Cependant, en novembre 2000, la justice bruxelloise condamna pour sa part David Vercruysse sur base de la loi antinégationniste de 1995. Membre du Vlaams Blok, ce dernier militait aussi au sein d'organisations francophones, dont Synergies Européennes de Robert Steuckers. En août 1997, David Vercruysse avait diffusé à Bruxelles "Final Conflict", une publication néonazie anglaise pro-négationniste. Le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme avait alors porté plainte auprès du Parquet de Bruxelles. Le procès et la condamnation de David Vercruysse furent les premiers à avoir lieu sur base de cette loi antinégationniste. [etc.]

Chaque année le Stephen Roth Institute, un centre d'étude sur l'antisémitisme et le racisme de l'Université de Tel Aviv, publie en anglais un rapport international sur les actions et les organisations antijuives dans le monde. Pays par pays. Ici, Belgique 2001.

KANGAROO COURT

L'Adelaide Institute en appel

Après le premier succès remporté dans une affaire de racisme impliquant l'Internet, c'est le retour devant les tribunaux prévu pour la semaine prochaine.

Le Dr Frederick Töben, habitant Adelaide et qui dirige le site de l'Adelaide Institute, a fait appel d'une décision du Tribunal fédéral qui lui avait donné l'ordre de cesser de publier du matériel blessant vis-à-vis des juifs.

Sur son site, le Dr Töben exprimait des doutes quant à la réalité de l'Holocauste. Il disait également qu'il était peu probable qu'il y ait eu des chambres à gaz homicides à Auschwitz, et que les juifs qui s'estimaient blessés par ses propos ou qui contestaient le négationnisme étaient d'une intelligence limitée.

Le juge du Tribunal fédéral, Catherine Branson, avait estimé le mois dernier que le Dr Töben avait agi de manière illégale en publiant de tels propos. Elle l'avait condamné à supprimer de son site les propos en question mais Töben avait répliqué qu'il ne cesserait pas de dire la "vérité" et qu'il n'excluait pas d'aller en prison pour cette raison.

Le Dr Töben, qui a passé sept mois dans une prison allemande pour incitation à la haine raciale et diffamation de la mémoire des morts, avait fait savoir qu'il ferait appel de la décision lorsque le jugement lui serait remis.

L'affaire repassera devant le Tribunal fédéral de Sydney le 30 octobre.

23 octobre 2002

<http://news.com.au/common/story_page/0,4057,5344851^15306,00.html>

ZOLO RITALO

L'Istituto di studi storici Salvemini di Torino, con il patrocinio del Consiglio Regionale del Piemonte, promuove per i mesi di novembre e dicembre un corso di formazione e aggiornamento per i docenti delle scuole di ogni ordine e grado ma aperto al pubblico sul tema: "Deportazione, deportazioni. Una vicenda al plurale". Parte integrante del progetto didattico pluriennale "**Usi della storia, usi della memoria**" si propone di fare il punto della situazione sugli studi relativi ad alcuni dei molteplici aspetti riguardanti il fenomeno delle deportazioni naziste. Di seguito il programma:

1. Mercoledì 6 novembre 2002, dalle ore 16,30 alle 19,00 presso la "Sala Viglione" del Consiglio regionale del Piemonte a Palazzo Lascaris, in via Alfieri 15, a Torino, si terrà la lezione inaugurale sul tema: "Il nuovo ordine europeo. Il nazismo come progetto antropologico e demografico. Le politiche naziste di purificazione razziale, le pratiche sterminazioniste e il destino delle popolazioni nei territori occupati dalla Germania". I relatori sono Marco Brunazzi (Università di Bergamo) e Claudio Vercelli (Istituto di studi storici Salvemini)

2. Lunedì 11 novembre 2002, dalle ore 17,00 alle ore 19,00 presso la Sala dell'Antico Macello di Po in via Matteo Pescatore 7, a Torino, seconda lezione sul tema: "La deportazione e lo sterminio degli zingari. Il destino delle popolazioni Sinti e Rom all'interno dell'Europa occupata dalle armate tedesche. Dalle iniziali persecuzioni in Germania all'assassinio di un popolo intero ad Auschwitz". La relatrice è Giovanna Boursier (Archivio audiovisivo per la storia del movimento operaio, Roma)

3. Giovedì 14 novembre 2002, dalle ore 17,00 alle ore 19,00 presso la Sala dell' Antico Macello di Po, in via Matteo

Pescatore 7, a Torino, terza lezione sul tema: "La deportazione e l'internamento dei testimoni di Geova. I caratteri della persecuzione nazifascista contro una denominazione religiosa. La storia dell'internamento dei triangoli viola". Il relatore è Claudio Vercelli (Istituto Salvemini)

4. Lunedì 18 novembre 2002, dalle ore 17,00 alle 19,00 presso la Sala dell'antico Macello di Po, in via Matteo Pescatore 7, a Torino, quarta lezione sul tema: "Razza e razzismo tra Ottocento e Novecento. Le origini e gli sviluppi di un concetto che diventa strumento d'azione politica. Dal positivismo ottocentesco alle politiche razziali di stato. Una disamina dell'inattendibilità scientifica di un concetto tanto abusato quanto falso". Il relatore è Alberto Piazza (Università di Torino)

5. Mercoledì 27 novembre 2002, dalle ore 17,00 alle ore 19,00 presso la Sala dell'antico Macello di Po, in via Matteo Pescatore 7, a Torino, quinta lezione sul tema: "**Quel che resta d'Auschwitz**. Una ricognizione tra le macerie, fisiche e simboliche, **della più grande fabbrica di sterminio della storia umana**. Un viaggio tra le ombre del passato e la memoria del presente". Il relatore è Marcello Pezzetti (Cdec, Milano) [*L'inévitable fantoche qui se fait engraisser par les juifs crédules.*]

6. Venerdì 6 novembre 2002, dalle ore 17,00 alle ore 19,00 presso la Sala dell'antico Macello di Po, in via Matteo Pescatore 7, a Torino, sesta lezione sul tema: "Fenomenologia dell'oppressione e pedagogia della resistenza. Come e perché parlare della deportazione. I modi per dirlo ai più giovani, gli strumenti da adottare e l'educazione al cuore vigile e alla mente attenta". Il relatore è Raffaele Mantegazza (Università di Milano Bicocca)

7. Giovedì 12 dicembre 2002, dalle ore 17,00 alle ore 19,00 presso la sala dell'antico Macello di Po, in via Matteo Pescatore 7, a Torino, settima lezione sul tema: "Didattica della vita e annientamento dell'esistenza. **La scuola e l'insegnamento della Shoah**. La didattica del passato nella costruzione delle identità del presente". I relatori sono Alessandra Chiappano (Insml) e Fabio Minazzi (Università di Lecce)

Il corso è riconosciuto dal MIUR.

Il direttore dello stesso è Claudio Vercelli (email: vercelli@istitutosalvemini.it) Per informazioni e iscrizioni: Istituto di studi storici Salvemini, via Vanchiglia 3, 10124 Torino. Tel 011-835223; fax 011-8124456, email: salvemini@yahoo.com

LES VANNES USÉES DE WANNSEE

Mark Roseman sur les lieux de la conférence où fut décidé le génocide

Ordre du jour : génocide. Le 20 janvier 1942 (*The Villa, the Lake, the Meeting*) de Mark Roseman. Traduit de l'anglais par Claude Markovits, préface de Philippe Burrin, éd. Louis Audibert, 206 p., 20 €.

Le mardi 20 janvier 1942, quinze hauts responsables nazis, jeunes, cultivés, titulaires d'un doctorat pour la moitié d'entre eux, se réunissaient dans la banlieue résidentielle de Wannsee, au sud-ouest de Berlin, à l'invitation de Reinhard Heydrich, chef des forces de sécurité du Reichssicherheitshauptamt (RSHA). A l'ordre du jour de cette réunion préparée par Adolf Eichmann, rien de moins que la "solution finale de la question juive". Dans un livre limpide et passionnant, l'historien britannique Mark Roseman tente de comprendre ce qui s'est passé lors de cette conférence aussi célèbre que mystérieuse.

Sa lugubre notoriété tient à la découverte, en mars 1947, par les Américains, d'un compte rendu de la réunion. **Le mystère réside dans la fonction à assigner à cette rencontre** à huis clos dans le processus de l'extermination. En dépit des apparences, **il est, en effet, douteux que l'Holocauste ait été décidé** à cette occasion. Des juifs avaient été gazés à Chelmno à partir du début décembre 1941 et la construction du camp d'extermination de Belzec était commencée. Pour percer le mystère, Roseman rappelle que le cheminement vers la Shoah releva de la ligne brisée. Jusqu'à la guerre, le but des nazis était de diminuer l'influence des juifs et de les pousser à émigrer. Entre 1933 et 1939, l'Allemagne s'engagea très loin déjà dans la voie des persécutions antisémites. La guerre inaugura l'apprentissage d'une violence de masse qui connut une accélération décisive avec l'invasion de l'URSS. A dater de l'été 1941, les juifs soviétiques furent massacrés par communautés entières. Cette frénésie meurtrière s'aggrava, en septembre, quand Hitler approuva la deportation des juifs allemands vers l'Est.

Pour Roseman, au terme d'un processus de "cristallisation", les dirigeants nazis auraient résolu, vers octobre-novembre, que les juifs d'Europe devaient mourir, tous, à brève échéance. Dès décembre 1941, un demi-million d'entre eux avaient été assassinés et deux millions de prisonniers soviétiques étaient morts affamés. Les nazis étaient entrés dans l'ère du génocide sans qu'un ordre unique eût été donné en ce sens. Si le génocide avait "cristallisé", il restait à en donner une traduction opérationnelle. Tel fut sans doute l'objet de la réunion au cours de laquelle Heydrich informa les services convoqués par ses soins qu'au meurtre de masse se substituait désormais le projet, mis en avant dans le protocole de

Wannsee, de rassembler et d'assassiner systématiquement les juifs.

Que les moyens de tuer aient été ou non clairement définis, le sens de la "Solution finale" était sans ambiguïté : il s'agissait bien d'anéantir tous les juifs d'Europe. A Wannsee, on entérina donc, entre gens de bonne compagnie et sans que cela soulevât la moindre objection, le génocide. Débutèrent alors les vagues massives de déportations que bridèrent, seules, un temps, les possibilités techniques des transports. Signe et signal que le génocide était devenu la politique officielle, c'est à juste titre que Wannsee a focalisé l'attention. En attendant la publication prochaine de la thèse de Florent Bitard consacrée au même questionnement, l'ouvrage de Roseman offre une remarquable synthèse qui met en lumière les mécanismes et précise la chronologie de la folie exterminatrice nazie.

Laurent Douzou

Le Monde, 1^{er} novembre 2002.

On avait déjà tout un tas d'explications et de théories sur la façon -- toujours supposée mais jamais prouvée par des documents -- dont les nazis avaient ou auraient décidé d'exterminer les juifs. Mais c'est la première fois que nous en avons une qui parle de "cristallisation".

RÊVEURS ORWELLIENS

Multilingual system for the analysis and detection of racist and revisionist content on the Internet

Background

The Princip project aims at the realisation of a multilingual system for detecting racist and revisionist documents on the Internet. Existing filtering systems are not satisfactory, due to their lack of sharpness in the analysis of document contents. Indeed, in a domain which makes use of the ordinary non technical language, the keyword based detection methods are inefficient. They do not distinguish racist texts from antiracist ones, neither do they identify sick humour or language subtleties. Princip has the ambition to overcome these limitations and to improve the efficiency of the detection of racist documents. This will be achieved by applying results from the academic research in terminology and linguistics to the domain of racism and revisionism in English, French and German. Princip will set up a multi-agent system that will combine new and existing linguistic software into a permanent inspection of the Internet, resulting in a continuously updated list of harmful sites. The list will be accessible by means of a specific protocol which will be defined in collaboration with Internet service providers. Princip intends to gather a scientific community capable of developing such an analysis tool that will ultimately provide information to Internet Service Providers enabling them to filter and block racist Internet sites. The size of such a system will preclude its installation on individual users computers. We have therefore chosen to focus first on the detection aspect of filtering and then to develop a system that will be hosted on a server under the consortiums control. This will also provide a guarantee against misuse or abuse of the list. The linguistic partners aim to identify a number of characteristics of racist literature that might be detected by a dedicated software. To do so they will analyse corpora racist and anti-racist documents provided by the domain expert partners. Thematic corpora will be constituted, both manually and using linguistic software, to be validated by the associations. The analysis of these corpora will be conducted using linguistic software (e.g. terminology extractors, statistical tools and shallow parsers) with the aim of obtaining a linguistic knowledge base that will characterise the domain. This knowledge base will contain local grammars, contextual clues, lexical networks, etc.

Algorithms will be proposed for projecting the knowledge base on any Internet document so as to determine its racist nature. These algorithms will be implemented using linguistic software technology and these heterogeneous modules integrated using a multi-agent platform. The multi-agent system will browse the Internet, continuously updating a list of pages of which it will have asserted the racist content. The associations against racism will verify a sufficient number of pages from this list so as to validate the application. In parallel, a workgroup will demonstrate Princip to Internet access providers and define with them a protocol for accessing the list.

Benefits

The Princip project contributes towards the general fight by European states against racism and xenophobia on the Internet. Princip brings together European research centres and associations fighting against racism with the aim of realising a multilingual software tool for detecting racist content on the Internet. The Princip technology will be initially deployed as a filtering database service to be used by ISPs, but which could also be used directly by Internet users. This project might be a constituent of a future European centre for watching the racist Internet and validating steadily a directory of harmful sites.

Contact Dr. Jean-Pierre Briot, Université Pierre et Marie Curie, Paris 6, 8 rue du Capitaine Scott, Paris , F- 75015

Tel: + 33 1 44 27 36 67 Fax: + 33 1 44 27 40 42. <Jean-Pierre.Briot@lip6.fr> Other Participants * Dublin City University, Ireland * ADI private Informatik-Akademie gGmbH, Germany * Institut National des Langues et Civilisations Orientales, France * Ligue des droits de l'Homme, Belgium * Otto-von-Guericke University, Germany

Ces gens ne semblent pas se rendre compte qu'il s'agit de mots. Il suffit d'ouvrir un dictionnaire pour constater que les mots échappent à la cangue à laquelle les esprits policiers veulent les soumettre. En attendant ce rêve orwellien, ces petits salopards de l'université touchent d'énormes subventions (des centaines de milliers d'Euros), ce qui leur permet de changer de voiture et de maîtresse, de lunettes et de chaussettes ...

<http://europa.eu.int/information_society/programmes/iap/projects/filtering/princip/index_en.htm>

COUP D'OEIL SUR LA CENSURE

Google.fr (France) et **Google.de** (Allemagne) ont instauré une censure qui bloque l'accès d'un certain nombre de sites qui ne plaisent pas aux lobbies et aux ligues (de défense de la liberté de pensée, of course !). Nous avons le plaisir, l'honneur et l'avantage de figurer sur cette liste de 113 sites, mise à jour le 24 octobre 2002, et que des petits malins ont trouvée et mise sur le Net. Vous pouvez, vous aussi, aller faire un tour dans ce nouvel Enfer du Web:

<<http://cyber.law.harvard.edu/filtering/google/results1.html>>

En attendant, rien ne vous empêche d'aller sur <**Google.com**> ou d'autres. Voici le résultat d'un petit test que nous avons fait le 15 novembre:

Google.fr. On demande: aaargh (On prend les trois premiers résultats):

www.aaargh.co.uk - [Traduire cette page]

www.aaargh.co.uk/ - 1k - 14 nov 2002 - En cache - Pages similaires

Aaargh games

aaargh.d2.cz/index.php3?in=2 - 1k - En cache - Pages similaires

Aaargh games

aaargh.d2.cz/ - 1k - En cache - Pages similaires

[Autres résultats, domaine aaargh.d2.cz]

Google.com Même demande

L'Ass.des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste

... ONE AND ONLY ONE HUMAN RACE ---- NO CONSPIRACY ---- NO CHEAP EXPLANATIONS AAARGH

: PO Box 81 475 Chicago, IL 60681-0475, USA. aaarghinternational@hotmail.com.

aaargh.vho.org/ - 5k - Copy cache -

www.aaargh.co.uk - [Translate this page]

www.aaargh.co.uk/ - 1k - 14 Nov 2002 - i

AAARGH: Index + Why we are here - [

... 99) See Actualité, Septembre 1999, in our French section. NOW YOU CAN SEARCH THE AAARGH WEBSITE.

... WHY AAARGH IS HERE. A ghost haunts the world. ...

www.abbc.com/aaargh/eng/engl.html - 38k -

Google.de (allemand) Même demande:

www.aaargh.co.uk - [Diese Seite übersetzen]

www.aaargh.co.uk/ - 1k - 14 Nov. 2002 - Im Archiv - Ähnliche Seiten

Aaargh games

aaargh.d2.cz/index.php3?in=2 - 1k - Im Archiv - Ähnliche Seiten

Aaargh games

aaargh.d2.cz/ - 1k - Im Archiv - Ähnliche Seiten
[Weitere Resultate von aaargh.d2.cz]

Goggle.co.jp (en japonais) Môme demande:

L'Ass.des Anciens Amateurs de R?cits de Guerre et d'Holocauste
... ONE AND ONLY ONE HUMAN RACE ---- NO CONSPIRACY ---- NO CHEAP EXPLANATIONS AAARGH
: PO Box 81 475 Chicago, IL 60 681-0475, USA. aaarghinternational@hotmail.com.
aaargh.vho.org/ - 5k - ????? - ?????

www.aaargh.co.uk
www.aaargh.co.uk/ - 1k - 2002?11?14? - ????? - ?????

AAARGH: Index + Why we are here
... 99) See Actualit?, Septembre 1999, in our French section. NOW YOU CAN SEARCH THE AAARGH WEBSITE.
... WHY AAARGH IS HERE. A ghost haunts the world. ...
www.abbc.com/aaargh/engl/engl.html - 38k - ????? - ?????

On a donc deux sorte de batteries de rrvultats: ceux qui exploitent la base de donnée sans discrimination: Google.ca (Canada), Google Japon, Google.nl (Pays Bas), Google.com.br (Brésil), Google.it (Italie), Google.be (en flamand), Google.at (Autriche, qui diffère donc de l'allemand).

Et **ceux qui censurent** en éliminant les sites rrvisionnistes: Google.fr (France), Google.de (allemand) et Google.ch (Suisse). Honte sur eux.

ENTRE LE MARTEAU DE LA CONNERIE
ET L'ENCLUME DU FASCISME

Le Conseil de Paris a voté mardi en faveur de l'acquisition par le Musée d'art moderne de la ville d'une oeuvre de Marcel Broodthaers mettant en scène un perroquet vivant : "Ne dites pas que je ne l'ai pas dit, Le perroquet", datant de 1974.

Les élus ont estimé que les politiciens ne devaient pas "se substituer" aux professionnels de l'art. Le Musée se propose d'acquérir cette oeuvre de l'artiste belge, "**le deuxième en importance** après Magritte", a dit l'adjoint au maire à la culture Christophe Girard, pour la somme de **210.000 euros**. Il s'agit d'un perroquet vivant du Gabon à la queue rouge, installé dans une cage entourée de deux palmiers. A côté, un magnétophone posé sur une table diffuse l'enregistrement du poème "Moi je dis Moi je dis" lu par l'artiste avec à chaque fois "une intonation différente". Pour défendre cet achat, M. Girard avait installé sur son pupitre un joli perroquet en bois, rouge et bleu, de quelque 70 centimètres de haut, qui ouvrait les ailes quand on tirait sur une ficelle. L'UDF Elisabeth de Fresquet s'est interrogée sur le bien-fondé de cet achat. "Après avoir dépensé un pareil montant, combien allez-vous consacrer aux jeunes créateurs dont nous connaissons vous et moi les difficultés ?", s'est demandé Mme de Fresquet. "C'est une dérive fort dangereuse que les élus s'immiscent dans des choix artistiques, **c'est la porte ouverte au fascisme**", a rétorqué M. Girard. [...]

Olivier Matthys - AFP, 19 novembre 2002.

LES ALLEMANDS SE RÉVEILLEN

Germans call Churchill a war criminal

By Kate Connolly in Berlin

Winston Churchill **was effectively a war criminal** who sanctioned the extermination of Germany's civilian population through indiscriminate bombing of towns and cities, an article in the country's biggest-circulation newspaper claimed yesterday.

In an unprecedented attack on Allied conduct during the Second World War, the tabloid *Bild* has called for recognition to be given to the **suffering inflicted on the German population** during the strategic air campaign of 1940-45.

The newspaper's campaign, provoked by a new German history of the bomber offensive, **breaks six decades of virtual silence on the subject**, and is being seen as the latest manifestation of a belief among Germans that they too were victims of the war -- albeit a war started by their country.

The newspaper is serialising *Der Brand* (The Fire: Germany Under Bombardment 1940-45) by the historian Jorg Friedrich, which claims to be the most authoritative account of the bombing campaign so far.

Mr Friedrich claims the British government set out at the start of the Second World War **to destroy as many German cities and kill as many of their inhabitants as possible**. Civilian deaths were not collateral damage, he says, but rather the object of the exercise. He argues that Churchill had favoured a strategy of attacking the civilian population centres from the air some 20 years before Hitler ordered such raids.

Britain's war leader is quoted during the First World War as saying: "Perhaps the next time round the way to do it will be to kill women, children and the civilian population."

Friedrich goes on to quote **Churchill defending the morality of bombing**: "Now everyone's at it. It's simply a question of fashion -- similar to that of whether short or long dresses are in."

Der Brand is far removed from the dry style of most German histories, and is filled with emotive accounts of the horrors of bombing, but carries few references to the man who brought retribution on Germany, Adolf Hitler. Friedrich argues that the Allied policy of seeking to break German morale through bombing proved mistaken, the attacks merely serving to weld together the German population.

The debate is certain to anger those in Britain who see the strategic air campaign as a necessary evil.

The British, led by Sir Arthur Harris, C-in-C Bomber Command, were the leading proponents of "night area bombing", involving the systematic destruction of German industrial capacity and housing. The policy resulted in the laying to waste of city after city, including Hamburg, Cologne and Dresden, and the deaths of some 635,000 Germans.

[Rappelons, ou apprenons à nos lecteurs qu'une délégation de l'aaargh, en visite à Londres en 1998, est allé solennellement cracher sur la toute-neuve statue de Bomber Harris, située près d'une petite église consacrée aux massacreurs de la RAF, à deux pas du Strand.]

The policy was to some extent forced on the RAF by the failure of daylight operations against pinpoint targets early in the war. It also reflected the fact that, for much of the conflict, bombing was the only method by which Britain could attack Germany.

German raids on Britain in the Blitz of 1940-41 were seen to have **freed the British from the obligation not to attack civilian centres**. *[Voilà bien l'hypocrisie des Anglais, qui avaient déjà bombardé les populations civiles dans leurs colonies, l'Iraq y compris, entre les deux guerres, comme ils s'apprêtent à le faire à nouveau, toujours en Iraq. Les Français, dans la guerre du Rif et la répression du Nghe-Tinh au Viêt-Nam ne s'étaient pas privés non plus de bombarder les villages.]*

The serialisation of the book will furnish the far-Right in Germany with arguments to back **its revisionist claims**. It is also likely to overshadow recent reconciliation attempts between Britain and Germany over the bombing of Dresden in February 1945 in which tens of thousands died.

In a symbolic sign of friendship, British businesses have paid into a fund to reconstruct the Frauenkirche or Church of Our Lady which was destroyed in the raid and is set to be reopened in 2006.

Yesterday Antony Beevor, the British historian and author of the bestselling *Berlin: The Downfall, 1945*, criticised the German claim that Britain's war of attrition was unnecessarily brutal. "The trouble is this argument is removed from the context that they were the ones who invented terror bombing," he said, referring to German attacks on Coventry, Rotterdam and Warsaw.

"They literally obliterated whole cities and that certainly preceded what the British did," he said. "What we did was more terrifying and appalling, but it was **a natural progression** in this war. "One can certainly debate the whole morality of bombing, but for Germans to say Churchill was a war criminal is pushing it a bit," he said. *[On aimerait bien enchaîner ce connard à un réverbère au moment de la "progression naturelle" des bombardements...]*

Friedrich, 58, said his two years of research prompted him to change his views radically on the Allied bombing. "Previously it appeared to me to be a just answer to the crimes of the Third Reich, but I've since changed my mind," he said. "Until the Second World War there was a common consensus that the massacre of civilian populations was illegal."

For the past year Germans on both the Left and Right have been locked in a new and intense debate about the war and **their role as its victims as well as perpetrators**. The debate was sparked by Günther Grass, the Nobel prize winner, in a novel fictionalising the wartime account of a passenger ship torpedoed by the Soviet navy killing thousands of Germans on board. *[Neuf mille morts d'un coup ! A côté de ça, les Twin Towers, c'est de la gnognotte....]*

<<http://news.telegraph.co.uk/news/main.jhtml?xml=/news/2002/11/19/nchurc19.xml>> (Filed: 19/11/2002)

BLANDINE AUX LIONS

Même les petites nouilles pas fraîches de Médioto tirent à feu roulant sur le rapport de la mission Kriegel:

"Le rapport de la Mission présidée par Blandine Kriegel sur la «Violence à la télévision» semble écrit pour satisfaire les

liges d'ordre moral et préparer des restrictions de la liberté d'expression. La première partie, intitulée «évaluation», amalgame sans vergogne violence et pornographie. Elle présente des études visant à démontrer l'extrême dangerosité des représentations de la violence et du sexe en excluant les travaux ayant donné lieu à des conclusions différentes et sans jamais examiner la validité des méthodologies utilisées. La seconde partie, intitulée «analyse», amalgame en toute mauvaise foi la violence et sa représentation. Sur la base de cette confusion intellectuelle, masquée par de nombreuses références philosophiques, elle parvient à définir la République dans les termes mêmes de son contraire, l'Ordre moral. Le rapport se conclut par diverses recommandations, principalement la réécriture de l'article 227-24 du Nouveau Code pénal, rendu inapplicable par les actions judiciaires du Réseau Voltaire. Malgré ses dénégations, dans le prolongement de ses prédécesseurs, Ségolène Royal et Christine Boutin, Blandine Kriegel instrumentalise une nouvelle fois les exigences de la protection de l'enfance **pour limiter la liberté d'expression et de communication des adultes.**"

Il faut dire que la voracité de ses ambitions ne lui fait pas que des amis. On la croyait à gauche et la voilà chez Chirac. Il faut la comprendre: elle fait en raccourci et en vitesse le trajet de sa tante, l'affreuse sorcière Annie Kriegel, qui vous flanquait vraiment les foies, pire que Halloween. La Tante Annie, après avoir pris son envol au PCF, et pratiqué les méthodes d'exclusion empruntées au Guépéou, avait quitté le Parti après tout le monde et s'était reconvertie dans une droite réac de bon ton, écrivant dans Le Figaro et conseillant les présidents, de France, d'Israël et d'où vous voulez. Mais surtout d'Israël. La bonne nièce, que la tante avait à l'oeil dans son enfance, veut faire plus et plus vite. Elle est déjà rendue chez Chirac et se demande maintenant où elle va bien pouvoir tapiner: Tel-Aviv, la Maison blanche, le Vatican, le Kremlin ? En attendant, elle montre sa vraie nature de philosophe-flic: "On va leur serrer la vis à tous ces petits salops."

LES AVENTURES DU MOT "RÉVISIONNISME" (II)

6/ Le bannir au Rwanda ?

Pledging to "combat the legacy of genocide," and containing a U.S.-style bill of rights, the draft constitution also contains strictures inspired by Rwanda's recent history. For example, it makes "revisionism, denial or banalization of genocide" punishable by law.

<<http://www.washtimes.com/world/20021114-82944139.htm>>

7/affaire de gros sous

As sure as the Bible said it was so, the more stock a CEO owned (or had options on) in the company, the more his interests lined up with those of the shareholders. Then came the second chapter in this saga of unintended consequences: sweeping revisionism about the advisability of stock options.

The Wichita Eagle,

<<http://www.kansas.com/mld/kansas/business/4501727.htm>>

8/ Un débat sur **Resistenza e revisionismo** en italien. Vaut le coup d'oeil.

Sur le site <resistenzaitaliana>

<<http://www.romacivica.net/anziroma/resistenza/revisionismo/resistenza9.htm>>

9/ Exemple, tiré du site précédent, du jargon néo-communiste d'un article de *l'unità* : (Une seule phrase !)

Il negazionismo revisionista si è sviluppato con particolare virulenza nel nostro paese subito dopo la creazione della democrazia repubblicana nel 1946 accanto all'ingresso in parlamento degli eredi del fascismo di Salò che fondarono il Movimento Sociale Italiano ma ha assunto una singolare accelerazione negli anni Ottanta e Novanta del Novecento a mano a mano che altre forze di destra hanno identificato nel patto costituzionale che condusse i grandi partiti popolari - il Pci, il Psi e la Dc a scrivere la costituzione repubblicana vigente un ostacolo da rimuovere per sostituire al sistema politico parlamentare un modello presidenziale e autoritario.

<<http://www.romacivica.net/anziroma/resistenza/revisionismo/resistenza9s.htm>>

10/ C'est une mauvaise théorie médicale:

La "teoría revisionista" resulta tan peligrosa como el sida mismo. Puede llevarnos a algo equivalente a la "medicina" del siglo XIV, que empleaba el ajo y la oración para enfrentar la peste negra, o a la igualmente impotente del XIX que aplicaba sanguijuelas o purgativos para cualquier mal; con el agravante de que ahora sí se dispone del conocimiento

sobre cómo prevenir el contagio y así controlar la epidemia. Se trata de una prueba más -por si fuese necesaria- de cuán vital es difundir el conocimiento científico, entre otras cosas como antídoto ante los instintos demagógicos de quienes supuestamente deberían señalarle el camino a la sociedad.

Tomado de El Nacional - 29 de Julio de 2000

<<http://www.geocities.com/escepticosvenezuela/sami07.htm>>

A suivre

LE LOUCHE LELLOUCHE

Punir plus gravement les actes antisémites

Une proposition de loi du député UMP Pierre Lellouche (Paris, mais juif d'Algérie) proposant d'aggraver les peines pour les actes racistes et antisémites devrait être débattue la deuxième semaine de décembre à l'Assemblée nationale, a-t-on appris jeudi auprès du groupe UMP.

M. Lellouche propose, "sans créer de nouvelle incrimination dans le code pénal", de "prendre en compte l'intention raciste et/ou antisémite". **Les peines seraient pour la plupart doublées**, portant par exemple à 30 ans de réclusion criminelle la sanction des actes de torture ou barbarie ou des actes de violence ayant entraîné la mort sans intention de la donner.

Il demande également "de sanctionner plus gravement **les atteintes aux biens**" visés "parce qu'ils sont autant de symboles de la vie d'une communauté, qu'il s'agisse de lieux de culte, des établissements scolaires ou des moyens de transports utilisés par leurs élèves".

Selon le député, il s'agit de répondre à "une vague d'antisémitisme sans précédent depuis les années sombres de l'entre-deux-guerres et de l'Occupation, ces 18 derniers mois".

Dans l'exposé des motifs, il reconnaît que le phénomène "semble s'être fortement réduit" ces derniers temps, mais estime que cela "peut à tout moment ressurgir". Il s'agit "de faire en sorte que la République soit en mesure de réprimer sans faiblesse de tels actes", explique-t-il.

AFP 15 novembre 2002.

C'est vrai ça. On ne voit pas ce qu'il y aurait de plus urgent à faire en ce moment.

MORTEL BARATIN

A Special Session panel to be presented at the South Atlantic Modern Language Association (SAML) Convention November 14-16, 2003, Atlanta, Georgia

Contemporary holocaust and genocide studies are marked by general critical divisions between "trauma theory" and "industry studies," and between arguments for positioning the Nazi holocaust (which includes but is not limited to the Judeocide) as a "paradigm case" for genocide studies and those for repositioning the Judeocide at the margins of inquiry, even to the point of rejecting it as any longer a meaningful category through which to understand either the Nazi holocaust or countless other, historically and geopolitically distinct global genocides. This panel invites papers which analyze these divisions and **theorize** their academic institutional enabling conditions, especially in terms of their political, ideological, historical, and critical significance for the intellectual future of literary and film studies.

Dr. Terri Ginsberg <t.ginsberg.1@alumny.nyu.edu>

Avec des mecs comme ça, on peut dormir tranquilles.

AVANIES EN AZANIE

Une radio musulmane gagne le dernier round d'une affaire de négation de la Shoah

par Michael Belling

Le Cap, 18 novembre (Agence télégraphique juive). Les dirigeants juifs sud-africains sont consternés: ils avaient déposé plainte contre *Radio 786*, une radio musulmane du Cap, qui, en 1998, avait diffusé une émission au cours de laquelle Yacoub Zaki, historien de l'Institut musulman de Londres, avait minimisé l'Holocauste, et leur demande vient d'être repoussée.

A cours de l'émission, Y. Zaki avait dit: "Je veux bien considérer qu'un peu plus de un million de juifs sont morts au

cours de la seconde guerre mondiale, mais je conteste le fait qu'ils aient été assassinés, qu'ils aient été tués par gazage. Ces gens sont morts, comme les autres gens dans les camps, de maladies infectieuses, en particulier du typhus".

Cette interview avait donné lieu à une série de poursuites. (...) Au début de cette année, la Cour constitutionnelle avait donné raison à la radio au titre de la liberté d'expression. Les responsables de la communauté juive s'étaient alors tournés vers la Broadcasting Complaints Commission (un peu le CSA local - ndt) dans l'espoir d'obtenir la condamnation de la station radio. Peine perdue.

Dans son jugement de relaxe, le représentant de la commission, Roland Sutherland, écrit que "la plupart des gens qui admettent l'exactitude des preuves de l'Holocauste perçoivent cette minimisation de l'importance de la souffrance" des juifs comme "une grossière insulte". "Néanmoins, à mon avis, il n'y a pas là matière à offenser un honnête homme au point d'interdire l'expression d'une telle opinion."

R. Sutherland estime que l'émission "ne porte atteinte ni à la religion juive ni aux juifs en tant que tels" et qu'elle ne comporte aucune incitation à la haine de quelque groupe religieux particulier. La décision a soulevé la "stupéfaction" au sein de la communauté juive: nier ou minimiser l'Holocauste c'est "porter atteinte à la dignité du peuple juif et non pas se comporter 'grossièrement'", a-t-elle déclaré. Les dirigeants juifs se sont juré de ne pas laisser tomber l'affaire.

Adapté de l'anglais.

<http://www.jta.org/page_view_story.asp?intarticleid=12089&intcategoryid=2>

PUBLICATIONS

§== **Le vrai révisionnisme.** Le Walendy disponible en français

L'oeuvre principale d'Udo Walendy est *Wahrheit für Deutschland - Die Schuldfrage des zweiten Weltkrieges* publié pour la première fois en 1970. C'est sans doute le livre le plus complet et le plus sérieux sur les origines de la seconde guerre mondiale. Il est maintenant publié en français sous le titre *Vérité pour l'Allemagne - Hitler n'a pas voulu la guerre*. L'auteur a étudié et analysé des documents de tous les pays participants, selon des méthodes pratiquées par tous les historiens sérieux. Le livre a été vendu librement pendant des années. Puis l'auteur a été victime du fort accroissement de la répression dans les dernières années du gouvernement Kohl, répression dont l'effet ne fut pas négligeable dans la chute de la CDU/CSU. Aujourd'hui un ton nouveau semble régner en Allemagne, depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir. Le *Spiegel* n° 49 du 30 novembre 1998 a reproduit une déclaration de Uwe-Karsten Heye, porte-parole du gouvernement qui semble significative: "Les voisins européens devront se faire à l'idée que l'Allemagne n'est plus manipulable par la mauvaise conscience". Et le livre d'Udo Walendy est de nouveau en vente libre en Allemagne. Rappelons aussi que lors des dernières élections législatives en Allemagne, le candidat soc-dem Schröder s'est déclaré contre les projets de Bush sur l'Irak, alors que le démocrate chrétien Stoiber s'est subordonné à Bush. Un chrétien qui semble ignorer l'apport du christianisme à l'humanisation des guerres, apport unique dans l'histoire de l'humanité.

Les aventures de ce livre et de son auteur sont très instructives sur le fonctionnement des démocraties et de leur justice, ainsi que des instances internationales qui en sont issues. Udo Walendy fut condamné à 36 mois de prison et incarcéré le 18 septembre 1997 et a passé près de 2 ans et demi en prison. La quintessence du jugement allemand le condamnant se trouve dans une seule phrase du juge Kröner, reproduite par le *Westfalen-Blatt*, le 8 mai 1997, que nous reproduisons en allemand: "Es geht nicht um das Geschriebene, das ist vom Gericht nicht nachzuprüfen, sondern um das Nichtgeschriebene". Traduction: "Il ne s'agit pas de ce qui est écrit, que la cour ne peut pas vérifier, mais du non-écrit." Mais intéressante est aussi l'action de la cour européenne de Strasbourg, garante de la liberté d'expression dans, aujourd'hui, plus de 40 pays.

Le 3 décembre 1997, l'avocat de M. Walendy, Me Hajo Herrmann, avait déposé une demande à la Cour européenne de justice de Strasbourg. Demande enregistrée le 2 février 1998 sous le n° 39601/98. Le 30 octobre 1998 la demande fut examinée à huis clos par la Commission européenne des droits de l'homme chargée de filtrer les demandes. Les trois membres, E. Busuttil, président, L. Loucaides, D. Saby, ne trouvèrent pourtant aucun indice d'une violation des droits et libertés garantis par la Convention ("they do not disclose any appearance of a violation of the rights and freedoms set out in the Convention or its Protocols"). Pourtant la demande fut rejetée sans explication. Par la suite la justice

allemande s'est auto-révisée, faisant mieux que la cour européenne. Et le livre est de nouveau libre.

Alors que les historiens officiels, universitaires, ont mis près d'un demi siècle pour reconnaître que le régime stalinien avait aussi produit des victimes, quelques rares historiens privés ont fait un vrai travail scientifique pour chercher les causes de la deuxième guerre mondiale. Et si certains auteurs n'ont pas été poursuivis ou condamnés, certains livres ont mystérieusement disparu des bibliothèques. Ainsi, par exemple, le livre du colonel Dall, gendre du président des Etats Unis Franklin Delano Roosevelt FDR: my exploited father in law, (Franklin D. Roosevelt: mon beau-père exploité) ne se trouve même plus dans la Bibliothèque du Congrès américain, Mecque des bibliothèques mondiales.
Manfred-C. Stricker

**Vérité pour l'Allemagne* par Udo Walendy, trad. fr., que l'on peut commander à Verlag für Volkstum und Zeitgeschichtsforschung, Postfach 1643, D 32590 Vlotho/Wese, Allemagne. 30 euros franco à domicile

Ce livre est actuellement consultable sur Internet en allemand et en anglais. Voir <vho.org>.

§== **Dans la Galerie des Ancêtres.** Un révisionniste, qu'il soit ici remercié, nous a procuré l'édition française de l'un des plus anciens textes révisionnistes, puisqu'il s'agit de *La Genèse de la guerre mondiale, une introduction au problème des responsabilités de la guerre*, de Harry Elmer Barnes (*The genesis of the World War*, 1927), traduit par L. Laurent, et publié sous deux formes, un ouvrage indépendant et une livraison de la revue *Evolution, revue mensuelle des questions intéressant l'apaisement international et le rapprochement des peuples*, fondée par Victor Margueritte et dirigée par F. Gouttenoire de Toury, en **nov.-déc. 1930.** (xxiv-555 p.) Avant-propos de Georges Demartial, qui se termine ainsi: "Les vrais responsables [de la guerre] sont ceux qui ont menti. Mentir est la plus grande faute. Et le pire mensonge, pire que la faute, c'est accuser autrui de sa propre faute. Toute la justification morale du "révisionnisme" tient dans ces lignes." On voit par conséquent qu'en 1930 déjà, le terme de révisionnisme est entré dans l'usage, sous l'énergique influence de Harry E. Barnes, déjà auteur d'une quinzaine d'ouvrages, et qui écrivit celui-ci en 1927. A ce moment-là Rassinier a 21 ans, il est encore inscrit au PCF. La "question juive" ne s'est pas encore levée sur l'horizon européen. Le révisionnisme est là qui charge, la lance haute.

Dans un article paru en 1982 dans le JHR, Barnes explique le premier sens du terme "révisionnisme" (la volonté de réviser l'unique Traité de Versailles). Il faut lire et relire ce texte qui explique les lointaines fondations:

"Revisionism and the Promotion of Peace", JHR, 3, 1, 1982 (publié à l'été 1958 dans le magazine américain *Liberation*):

<http://www.ihr.org/jhr/v03/v03p-53_Barnes.html>.

§== **Tarzan de Lugdunum.** Bernard Lugan, universitaire africaniste enseignant à Lyon-III, vient de faire paraître un ouvrage intitulé "Douze années de combats judiciaires (1990-2002)" dans lequel il s'estime victime d'une incomparable chasse aux sorcières. Il écrit même: "Nous sommes donc en présence d'un cas typique de 'chasse aux sorcières'. Mais celui-ci est d'une exceptionnelle gravité et n'a pas d'équivalent dans l'histoire contemporaine de l'université française." On aura du mal à penser que le professeur Lugan aurait oublié la chasse aux sorcières qui s'est abattue sur son collègue de Lyon-II, Robert Faurisson.

§== **Charlataneries.** La dernière livraison des *Vierteljahreshefte für freie Geschichtsforschung*, sixième année, cahier 3 daté de septembre 2002, fait part des états d'âme de certains révisionnistes, en particulier Germar Rudolf, dans l'éditorial, et R. Faurisson qui donne son sentiment sur la conférence de l'IHR au printemps. Rudolf expose la querelle qu'il fait à l'IHR, nous avons déjà mentionné ces documents parus en anglais. Le texte de Carlo Mattogno qui fait le point sur les "trous" du toit du crématoire II d'Auschwitz, traduit en allemand. Une étude sur les affirmations parfois fantaisistes sur Auschwitz d'un psychologue autrichien, nommé Viktor Frankl, qui a fabriqué un best-seller aux Etats Unis, *Man's Search for Meaning*. L'introduction du livre de Graf et Mattogno sur Treblinka, qui va sortir très bientôt. Un article sur Charles Lindbergh, l'aviateur idole de la droite américaine, et les rubriques habituelles.

Mais le clou de ce numéro est le petit dossier consacré par Rudolf à un personnage généreusement qualifié d'"auteur révisionniste", Gregory Douglas, alias Peter Stahl. Le dossier s'intitule: "Révisionniste ou charlatan". En dépit du titre, Rudolf prend fait et cause pour cet étrange individu. Il a fréquenté cet individu qui a passé sa vie à trafiquer avec des faussaires, des collectionneurs de "memorabilia" nazis et d'autres personnes encore plus louches, comme Carto. Il a fait croire à Rudolf qu'il était un ancien des services d'espionnages, et de toutes sortes de services. Rudolf lui-même est bien obligé de constater que tout cela est hautement invérifiable. Le diagnostic est aussi simple qu'évident: Stahl est un mythomane, un menteur-inventeur compulsif, avec une structure paranoïaque. C'est un faussaire invétéré et s'il ne fait pas les faux lui-même, il est le mieux placé qui soit pour trouver ceux qui les fabriqueront. Il a publié **des volumes entiers de faux documents** et son histoire de "Gestapo-Müller" (Le chef de la Gestapo aurait été recruté après la guerre par les Américains et auraient vécu de nombreuses années aux Etats-Unis sans que personne s'en rende compte. Quant à

Hitler il aurait fui en Espagne !) n'a jamais reçu le moindre soupçon de début de commencement de vérification. En prenant la défense de cet individu, contre Irving et Weber, Germer fait preuve d'une insondable naïveté, qui peut avoir son charme dans la vie courante, mais qui est une affreuse façon de se tirer dans le pied, comme le disent nos amis qui parlent anglais. La perte de "crédibilité" qui en résulte pourrait avoir des effets dévastateurs. Si l'on rapproche cette naïveté (en anglais: *gullibility*, la capacité de tout avaler) de certains autres articles parus dans *VffG* sur d'autres sujets (les voyages de Heryerdahl, le peuplement de l'Amérique), on voit que la pente est glissante. C'est le risque de faire une revue tout seul. Rudolf devrait vite s'entourer d'un comité de rédaction qui empêcherait le dérapage qui menace une publication jusqu'ici honorable.

L'article de Rudolf sur l'escroc Peter Stahl existe aussi en anglais:

<<http://www.vho.org/GB/c/GR/StahlDouglas.html>>

Castle Hill Publishers, PO Box 118, Hastings TN34 3ZQ, Royaume Uni.

§== **Varus, où sont mes légions ?** L'éditeur allemand Grabert est certainement politiquement incorrect. Il a publié des livres révisionnistes, Rassinier, Stäglich, Rudolf, etc. Son catalogue de vente par correspondance, qui sort traditionnellement un peu avant Noël, n'est pas sans intérêt. Nous y relevons la traduction allemande du livre scandaleux de Thierry Meyssan, *Der inszenierte Terrorismus*; Norman Finkelstein, *Der Konflikt zwischen Israel und den Palästinern* ; Udo Ulfkotte, *So lügen Journalisten* ("Ainsi mentent les journalistes"); Heinz Nawratil, *Der Kult mit der Schuld* (Le culte qui entoure la culpabilité), avec, du même auteur, *Kollektive Schuld* et sur le même thème Günter Hannich, *Wer in der Schuld ist, ist nicht frei* (Qui se trouve dans la culpabilité n'est pas libre); et Konrad LÖw, *Die Schuld* ("La Culpabilité"); Klaus Rainer Röhl, *Verbotene Trauer* ("Confiance interdite"); Houston Writes, *Reemtsma* (le magnat du tabac qui subventionne les expositions contre la Wehrmacht); James Baque, *Verschwiegene Schuld -- Die alliierte Besatzungspolitik in Deutschland nach 1945* ; David L. Hoggan, *Der unnötige Krieg* (696 p.) ("La Guerre qui n'était pas nécessaire"); la biographie d'un incontestable archéo-nazi, qui a beaucoup milité pour le révisionnisme, par Ralph Tegethoff, *Generalmajor Otto Ernst Remer* ; Franz W. Seidler et Alfred Maurice de Zayas, *Kriegsverbrechen*, qui compare plusieurs dizaines de crimes de guerre caractérisés du XXe siècle; toute une série de cassettes VHS de films de Leni Riefenstahl (*Les grottes blanches du Piz Palu*; *Tiefland* ; *Tempête sur le Mont Blanc*, *La Lumière bleue*, etc.). Elle vient de passer cent ans et la justice a débouté les petits salopards qui essayaient de la faire juger pour "génocide" !

Et un livre sur un sujet généralement méconnu, même de nombreux spécialistes: la présence de troupes allemandes envoyées en renfort à l'Empire ottoman, durant la première guerre mondiale, et stationnées en particulier en Palestine, 25.000 hommes, ce n'est pas du peu. Voir Jérusalem occupée par l'armée allemande, voilà qui ne manquera pas d'égayer vos longues soirées d'hiver. Pendant ce temps-là les Anglais vendaient le pays aux juifs avec la déclaration Balfour. Voir Hans Werner Neulen, *Feldgrau in Jerusalem, Das Levantekorps des kaiserlichen Deutschland*, ("Vert-de-gris à Jérusalem - Le corps expéditionnaire au Levant de l'Empire allemand"), 364 pages, vendu à moitié prix: 10 euros. Envoyez-le au Centre Wiesenthal, ils apprécieront.

Versandbuchhandlung GRABERT, Postfach 1629, D-72006 Tübingen, Allemagne. Tel: 07071 40 70-0, Fax 40 70 26
<grabert-verlag@t-onlmine.de>

§== **Bifidus actif.** "[...] il est possible de repérer deux traditions très différentes dans le destin posthume de Bernard Lazare : " L'une est la tradition péguyste ; l'autre l'utilise sans vergogne pour cautionner, d'une autorité juive et dreyfusarde... l'antisémitisme classique " [3]. La postérité de Bernard Lazare a sans doute souffert de la seconde. Elle en a certainement d'autant plus pâti, qu'en dehors du souvenir péguyste nulle autre tradition ne vint, jusqu'à aujourd'hui, souligner le caractère honteux de cette sinistre escroquerie, réactivée, au seuil des années quatre-vingt, par une nouvelle tentative de captation d'héritage venant des milieux négationnistes. " C'est ce qu'écrit un paltoquet nommé Charles Jacquier "sous les auspices de l'Alliance Israélite Universelle". On voit le zozo !

Ces gens-là, qui viennent nous cracher sur les bottes, n'en sont pas moins poussés à publier Bernard Lazare sur Internet, longtemps après nous. C'est une excellente nouvelle !

<<http://bibliolib.net/Lazare-antisemcauses.htm>>

Quelques autres textes de Lazare au même endroit:

<<http://bibliolib.net/index2.htm#LAZARE>> Voir, en particulier dans "Txtes" le lettre que Lazare envoie le 24 juin 1901 à Chaim Weizmann, futur chef du sionisme, pour prendre ses distances avec le sionisme. Il parle du "troupeau des rabbins galiciens" qui étaient au congrès de Bâle, fondateur du mouvement sioniste "herzliste", avec un grand dégoût. On verra encore maintes tentatives faites par les sionistes pour annexer Bernard Lazare, mais il leur échappe toujours, comme un djinn insaisissable.

§== **Le révisionnisme des petites choses.** Le créateur de la mitraillette israélienne Uzi vient de mourir, aux Etats-Unis où il s'était prudemment retiré. D'où les flonflons, géniale invention, etc. Encore plus que pour Kalachnikov, lui aussi récemment décédé. Pas de bol. Le révisionniste germano-israélien David Brockschmidt, qui a servi dans l'armée anglaise à Berlin et dans l'armée israélienne, remarque que l'Uzi n'est qu'une version à peine modifiée du MP 25 parabellum 9 mm qui avait été créé en Tchécoslovaquie avant la deuxième guerre mondiale et que les Tchèques en ont vendu après la guerre aux Israéliens, aux Syriens, aux Cubains et à quelques autres.
<<http://www.adelaideinstitute.org/newsletters/n180.htm>>

§== **All Black.** Les dernières nouvelles (et un récapitulatif) de l'affaire Joel Hayward. Il a quitté l'université Massey (Nouvelle-Zélande) et, comme on dit en anglais, "il lèche ses plaies". Mais il continue à danser d'un pied sur l'autre.
<<http://www.adelaideinstitute.org/Dissenters/ghost.htm>>

Voir notre dossier

<aaargh-international.org/eng/hay/hayindex.html>

§== **Comment se figent les dogmes.** Il est curieux de voir comment, à partir de quelques documents sélectionnés et plus ou moins bien interprétés, on crée des dogmes, des objets arbitrairement construits et hypostasiés, présentés en idoles réclamant des adorations dorénavant perpétuelles. Voir le site des "camps de l'action Rheinhardt" (Belzek, Sobibor, Treblinka) promus par des inconnus friqués. Le site est déclaré au nom de quelques Anglais qui ne sont que des webmestres. Les vrais instigateurs demeurent dans l'ombre:
<<http://www.deathcamps.org/>>

§== **Avatar et zone grise.** On lit dans la "Patriot Letter" de Walter Mueller du 11 novembre:

(...) Un autre film vient de sortir ce week-end, *The Gray Zone*; c'est un film sur l'Holocauste. Vous allez me dire ah bon? Qu'est-ce qu'il y a de nouveau? Eh bien, *The Gray Zone* est de loin l'un des plus énormes mensonges de "l'Holocauste". C'est terrifiant. Ecrit et dirigé par Tim Blake Nelson, ce dernier reconnaît qu'il s'agit principalement d'une fiction, mais il prétend pourtant que l'un des personnages, **Miklos Nyiszli**, est un personnage qui a réellement existé, qui était médecin et travaillait avec Josef Mengele.

Harvey Keitel joue le rôle d'un nazi qui est dépeint comme **un alcoolique et un ignare**. Pour tout dire: le film traite d'Auschwitz et des juifs qui ont coopéré avec les nazis pour prolonger de quatre mois leur existence. Le film a reçu des critiques dithyrambiques et tous les journaux le présentent comme **l'une des meilleures façons de décrire l'Holocauste**.

§== **Descendez à Franklin Roosevelt.** Extraits du compte rendu, par Carlo D'Este, du livre de Michael Beschloss, *The Conquerors, Roosevelt, Truman and the Destruction Of Hitler's Germany, 1941-1945*, Simon & Schuster, 362 p., \$26.95, paru dans le *Washington Post* du 17 novembre 2002, p. BW04:

Dans les derniers jours de la seconde guerre mondiale, l'Union soviétique entreprenait le ravage systématique de ce qu'Hitler avait un jour appelé son Reich pour Mille Ans. (...)

Au lieu de réitérer la sévère paix de Versailles, les Etats-Unis, en tant que principal partenaire allié, optaient pour une occupation dont le but ultime était la restauration de l'Allemagne afin d'empêcher tout militarisme futur et d'installer un système politique démocratique en remplacement du régime nazi.

Tel est le thème du livre de Michael Beschloss, "The Conquerors", qui apporte une vision nouvelle sur le rôle déterminant de Franklin Roosevelt dans la réorganisation de l'Allemagne d'après-guerre. M. Beschloss se fonde sur une recherche minutieuse des sources fondamentales, y compris les archives russes nouvellement ouvertes, ainsi que sur les papiers privés du secrétaire au Trésor, Henry Morgenthau Junior, dont les relations orageuses avec Roosevelt fournissent l'intrigue secondaire du livre. Bien que le gouvernement eût appris l'existence des camps de la mort nazis dès 1942, Morgenthau était de plus en plus préoccupé face à "l'acquiescement de (son) gouvernement au meurtre des juifs", selon l'expression utilisée dans un rapport officiel qu'il avait diligenté. Obsédé par ce qu'il considérait comme l'indifférence de Roosevelt au sort des juifs d'Europe, mais dans l'incapacité d'influer sur le président, Morgenthau produisit son propre plan de paix en 1944, un plan particulièrement sévère puisqu'il consistait à faire de l'Allemagne un Etat agricole inoffensif en démembrant complètement ses implantations industrielles de la Ruhr. Bien que Roosevelt eût approuvé à contrecœur le plan Morgenthau et l'eût présenté à Churchill au Québec en 1943 comme reflétant la politique de l'Amérique, il rencontra une violente opposition de la part du ministre de la guerre Henry L. Stimson, qui considérait Morgenthau comme un homme malavisé mettant son nez partout et le contrecarrait à tout instant, avec l'appui de son adjoint John J. McCoy et du ministre des affaires étrangères Cordell Hull. La bataille

politique qui se déroule en ce moment à Washington sur la question de l'Irak ne souffre guère la comparaison avec les querelles féroces qui se déroulèrent au sein de l'administration Roosevelt au cours de la seconde guerre mondiale. FDR montait ses conseillers l'un contre l'autre. (...)

Mais la question la plus explosive développée par Beschloss est de savoir pourquoi, alors que s'accumulaient les preuves des terribles atrocités commises dans les camps de la mort hitlériens, les Alliés n'ont pas bombardé Auschwitz, le célèbre camp de concentration polonais. En tant que principal partenaire de l'alliance anglo-américaine, c'est aux Etats-Unis que revenait le pouvoir final de prendre une telle décision. C'est là que réside l'aspect le plus controversé du livre de Beschloss. Beaucoup de critiques ont rejeté la faute sur McCoy qui, plus tard, nia avoir jamais discuté de ce sujet avec le président. Mais le fils de Morgenthau a révélé à Beschloss qu'en 1986 McCoy lui avait avoué, à lui, qu'il avait bien discuté de cela avec le président -- lequel avait repoussé avec force le bombardement d'Auschwitz au prétexte que "ça ne servirait à rien" de tuer des innocents. "Je ne veux rien avoir affaire avec ça", aurait dit FDR.

(...) En dépit des nombreuses exhortations de Morgenthau, FDR a refusé d'engager le bombardement d'Auschwitz. Non seulement FDR n'a pas abordé la question de l'Holocauste, déplore Beschloss, mais il s'est montré "scandaleusement peu soucieux de se battre pour sauver les réfugiés juifs des mains de Hitler". Il n'a pas essayé non plus "de chercher à savoir si le bombardement des camps de la mort et des lignes de transport aurait pu sauver des vies".

Avant de quitter son poste de commandant des forces d'occupation américaines en octobre 1945, Dwight Eisenhower déclara: "On ne pourra juger du succès de cette occupation que dans cinquante ans. Si les Allemands, à ce moment-là, bénéficient d'une démocratie stable et prospère, alors nous aurons réussi." Plus de 50 ans plus tard, on voit que les aspirations visionnaires d'Eisenhower sont devenues réalité. L'Allemagne d'aujourd'hui, écrit Beschloss, "ressemble à l'Allemagne imaginée par Franklin Roosevelt et Harry Truman plus qu'aucun de ces deux hommes ne l'aurait probablement jamais rêvé".

(...) Beschloss conclut que, même si l'attitude de Roosevelt est restée controversée à propos d'Auschwitz, ses défauts "sont compensés par ses grandes qualités de chef". Ceci s'est vérifié dans les années critiques 1939-1940 quand FDR a osé envoyer de l'aide à l'Angleterre assiégée. "Si Roosevelt s'était montré plus faible ou moins perspicace", écrit Beschloss, "Hitler aurait pu gagner la seconde guerre mondiale".

Ceci est que le début possible d'une amorce de la discussion sur ce que le gouvernement américain a souhaité faire de l'Allemagne, le pays qui était sans doute le plus proche partenaire d'une Amérique encore en voie de développement, et qui, même sous le nazisme, a gardé des liens très étroits avec les politiciens, les banquiers et les industriels américains. Nous reviendrons sur ces questions, qui sont au coeur de l'interrogation révisionniste sur les origines de la deuxième guerre mondiale.

§==. **Ce n'est pas notre tasse de thé**, comme on dit dans les journaux. Mais enfin, il y a une branche du révisionnisme, que nous croyons boîteuse et mal foutue. Que le lecteur décide par lui-même de la valeur de ce que font les séides de Willis Carto:

"The Barnes Review covers both historical and contemporary issues of controversy and interest. Visit <<http://www.tbrnews.org/Ad/tbrreg.htm>>for our website to learn about us and our ==>free book offer<== on the assassination of President John F. Kennedy."

§== **Combat de charognes.**

La procédure contre le livre d'Oriana Fallaci annulée

Le tribunal de Paris a annulé mercredi pour un vice de procédure les poursuites engagées par trois organisations antiracistes contre la journaliste italienne Oriana Fallaci et son livre *La Rage et l'Orgueil*, qu'elles accusaient de "provocation à la haine raciale".

Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) demandait l'interdiction de l'ouvrage en France tandis que la Ligue des droits de l'homme et la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (Licra) sollicitaient l'encart d'un avertissement dans l'ouvrage ainsi que de lourdes sanctions financières pour l'éditeur, Plon.

La procédure a peu de chances de reprendre en appel, car le vice de forme, une erreur dans la citation de l'écrivain italien, semble y faire obstacle définitivement. Selon Me Charles Korman, avocat de la Licra, la décision rendue mercredi par le tribunal interdit toute nouvelle procédure contre le livre de la part des associations poursuivantes.

Ces associations, **pourant coutumières des prétoires, avaient multiplié les erreurs de procédure**, rendant leur action en justice très incertaine. "La justice a rendu un jugement qui brouille les cartes. Qu'on le veuille ou non (...), cette décision absout les déclarations abominables d'Oriana Fallaci", a déploré Mouloud Aounit, mouton-en-chef du MRAP.

Lors de l'audience, le 9 octobre, les défenseurs de la journaliste avaient notamment plaidé "le droit à un anti-islamisme

primaire". [*Est-ce que le temps est venu de réclamer "le droit à un anti-judaïsme primaire" ?*] "C'est un ouvrage qui replace dans un contexte géopolitique, dans un contexte historique, un certain nombre d'événements" et constitue "une dénonciation de la montée de l'intégrisme", avait martelé Me Bigot. Face à eux, les avocats des associations s'en étaient pris à "un discours enragé, de violence, de manichéisme primaire". "Si vous prenez le livre d'Oriana Fallaci et si vous mettez le mot juif à la place du mot musulman vous retrouvez la littérature des années 1930", avait de son côté estimé Me AHCÈNE TALEB pour le MRAP. [*Nous y sommes !!!*]

Plus de 100 000 exemplaires vendus en France

Oriana Fallaci, 72 ans, gravement malade et vivant actuellement à New York, n'est venue à Paris ni pour l'audience ni pour le jugement. [*On espère seulement qu'elle va crever bientôt dans d'atroces souffrances. Foin de gentillesse avec cette garce.*] Sans se prononcer sur le fond, le tribunal a annulé la procédure, considérant notamment que les associations **n'avaient pas correctement cité l'auteur** de l'ouvrage, qui s'est déjà vendu en France à plus de 100.000 exemplaires, selon son éditeur. L'ouvrage est une violente diatribe contre les islamistes mais aussi contre les musulmans résidant en Europe.

Oriana Fallaci, personnalité connue en Italie pour son passé de résistante, juge que la civilisation occidentale est supérieure à la civilisation musulmane, elle reproche aux immigrés musulmans de "se multiplier comme des rats" et considère que l'immigration de musulmans en Europe pourrait être un phénomène voulu. [*Mais par qui ?*]

Avec AFP et Reuters. *Le Monde*, 20 novembre 2002.

Ce qui prouve que les avocats des ligues sont des nullards, de malheureux robins affamés et malhonnêtes qui se croient encore sous l'Épuration. Nous avons toujours dit qu'il fallait virer ces bons-à-rien.

§== **Comment on devient révisionniste.** C'est le sous-titre d'un livre reçu par la poste, intitulé *Un cas d'insoumission*, par Gilbert Dubreuil. Le nom de l'éditeur, samizdat publications, nous laisse dans le vague. Vous ne trouverez pas ce livre en librairie et nous sommes bien en peine de vous donner un adresse pour vous le procurer. Il comporte une préface signée d'un certain Jean Norton, que d'aucuns pensent pouvoir identifier. Le livre date de 2002 et comporte 115 p.

La première moitié relate l'enfance bourgeoise d'un fort en thème, comme nous en avons tous connus. Il a un peu lu Rassinier mais "devient" révisionniste avec l'affaire Roques, en 1986 et à la page 65. Tout feu tout flamme, il part visiter Auschwitz, munis des saints viatiques procurés par le R.P. Faurisson. Il aborde de front un fonctionnaire du musée d'Etat et lui met le nez dans les contradictions habituelles. "Pour toute réponse, il me dit que, dans ces conditions, notre entretien était terminé et qu'il se voyait au regret de ne pouvoir me fournir copie des autres documents demandés" (p. 73). Pour le reste il relate ses lectures.

Il donne une information que nous n'avions pas vu imprimée jusqu'à ce jour: le commanditaire du commando qui a essayé de tuer Faurisson le 16 septembre 1989 s'appelle Nicolas Ulmann, fils d'un commerçant de Vichy. (Jamais inquiété par la police.) Mais qui dit que l'impunité durera toujours ?

On notera, juste par gourmandise, le résumé qu'il donne, d'après Carlos Porter, d'un document du procès de Nuremberg, pris au hasard: ce qu'on appelle, chez les spécialistes, le protocole Hossbach:

"Le document 386-PS, dit «protocole Hossbach», prétendu discours de Hitler du 5 novembre 1938, est une «photocopie conforme» d'une «copie certifiée sur microfilm» d'une «copie conforme» re-dactylographiée par un Américain, d'une «copie conforme» re-dactylographiée par un Allemand (des notes prises par Hossbach et jamais approuvées par Hitler lui-même), d'un discours de Hitler, écrit de mémoire par Hossbach cinq jours plus tard." (p. 94)

Voilà tout Nuremberg. Les originaux sont perdus, évidemment. Avec des méthodes de ce genre, on démontrerait aisément que le maréchal Joffre a perdu la bataille d'Azincourt.

Comment on devient révisionniste ? Bradley Smith publie un livre sur le même thème, *Break His Bones - The Private Life of a Holocaust Revisionist*. Zündel évoque parfois le sujet. On a peut-être là un nouveau filon littéraire qui devra, pour le coup, s'auto-éditer sous le manteau, ce qui est bien le sens du mot russe "samizdat", qui a encore de beaux jours devant lui.

§== Lecture publique:

Madame, Monsieur,

à l'occasion du 70ème anniversaire de la non-attribution du Prix Goncourt au VOYAGE AU BOUT DE LA NUIT de Louis-Ferdinand Céline, la revue littéraire CANCER ! organise le samedi 7 décembre 2002 une **LECTURE PUBLIQUE et INTEGRALE** de cette œuvre.

Cette manifestation populaire aura lieu Place Saint-Germain (Paris) à partir de 8 heures du matin et durera toute la

journée jusqu'au soir. Célébrités et anonymes, français et étrangers, jeunes et vieux liront en relais cette oeuvre majeure de la littérature française. Des informations supplémentaires, ainsi que le séquenceur de lecture sont disponibles sur le site Internet de notre revue (<http://www.revuecancer.com>).

Nous vous remercions par avance de l'attention que vous porterez à cette performance inédite, et espérons que vous aurez la possibilité de diffuser cette information.

La rédaction de CANCER ! se tient bien entendu à votre entière disposition pour tous renseignements complémentaires, pour toutes questions et informations. N'hésitez surtout pas à nous joindre par téléphone (06 76 29 68 99 / 06 03 20 80 46) ou par courrier électronique (redaction@revuecancer.com),

Cordialement

Johann Cariou, directeur de publication

Bruno Deniel-Laurent, rédacteur en chef

CANCER!

Revue transgénéique pluridisciplinaire, BP 72311 49023 Angers cedex 02.

<<http://www.revuecancer.com>>

Nous saluons ces valeureux jeunes gens. Nous les saluerons plus encore quand il liront Bagatelles pour un massacre, qui manque cruellement à notre culture, et qui ne tombe sous le coup d'aucun interdit. La veuve ne veut pas le réimprimer, c'est tout. Qu'elle reste à son tricot.

+++++

Informations et commentaires tirés du site **aaargh**

<<http://aaargh-international.org>>

<aaarghinternational@hotmail.com>